

ELECTIONS LOCALES ANTICIPÉES

Dernier jalon du processus d'édification d'une Algérie nouvelle

P. 3

RÉUNION DES PAYS VOISINS DE LA LIBYE

Retrait des mercenaires de la Libye: l'Algérie veut être associée au processus (Lamamra)

P. 24

PROJET DE LOI SUR L'AUDIOVISUEL

Belhimer : "promouvoir l'image et la voix de l'Algérie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur"

Le Projet de loi sur l'audiovisuel est à même de contribuer à la promotion de l'image et de la voix de l'Algérie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, a affirmé le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, relevant l'importance de trouver des mécanismes juridiques permettant à l'Etat de s'acquitter de toutes ses missions en matière de régulation et d'organisation du secteur. Dans un entretien à l'APS, M. Belhimer a déclaré que le Projet de loi sur l'audiovisuel visant globalement à créer un climat régulé et incitatif pour les activités audiovisuelles publiques et privées, "est à même de contribuer à la promotion de l'image et de la voix de l'Algérie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur".

"La mise en oeuvre de la loi requiert une actualisation régulière et son respect par les professionnels et les investisseurs en s'appuyant aux valeurs citoyennes et à l'auto responsabilité qui constituent des garanties majeures pour le développement du champ médiatique et pour en faire un instrument efficace en vue de consolider les constantes de la nation et contrer les attaques systématiques qu'elles subissaient, notamment via internet", a soutenu le ministre.

P. 16

APS / DKnews



ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Des aides acheminés depuis Tamanrasset au profit des victimes des incendies de Tizi-Ouzou

P. 3

GESTION DE L'EAU À ALGER ET TIPASA

Fin du contrat entre SEAL et le Groupe français SUEZ

P. 4

COMMERCE

Tindouf: ouverture de l'exposition internationale "El-Mouggar-2021"

P. 6

SANTÉ

TROUBLES URINAIRES

Cinq questions que l'on se pose

P.p 12-13

FOOTBALL

MONDIAL 2022

ALGÉRIE - DJIBOUTI

Belmadi : "on jouera ce match comme s'il s'agissait d'une finale de Coupe du monde"

P. 21



ILLUSTRE FIGURE DU THÉÂTRE ALGÉRIEN

Omar Guendouz tire sa révérence

P. 2

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Arrestation d'un dangereux terroriste et destruction d'un atelier de fabrication d'explosifs à Jijel

P. 24

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Reprise du trafic des trains-voyageurs le week-end



La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé mercredi la reprise du trafic des trains-voyageurs le weekend, en application de la décision du Premier ministre portant levée de la suspension des activités de transport les vendredis et samedis.

La reprise du trafic des trains-voyageurs les vendredis et samedis aura lieu "conformément aux plages horaires habituelles", précise la SNTF dans son communiqué.

Ainsi, la SNTF appelle ses usagers à s'enquérir du planning des dessertes sur l'application de la société disponible sur Playstore ou sur son site officiel.

Cette reprise intervient en application de la décision du premier ministre portant reconduction des mesures de confinement partiel à domicile pour une période de 15 jours (de 22h00 jusqu'au lendemain à 6h00) dans 40 wilayas, et ce à partir de lundi dernier.

Parmi les mesures annoncées par le gouvernement, la levée de la suspension des activités de transport urbain des voyageurs, des transports ferroviaires et inter-villes durant le weekend.

SÉTIF

Décès du docteur Omar Djemil, chef de département médecine de l'université Sétif 1

Le chef de département médecine de l'université Ferhat Abbès (Sétif 1), le docteur, Omar Djemil est décédé mardi au centre hospitalo-universitaire CHU Mohamed Abdenour Saâda de Sétif des suites de la Covid-19, a-t-on appris des responsables de l'hôpital.

Le défunt âgé de 67ans était un médecin spécialiste en maladies pulmonaires et a rendu l'âme aujourd'hui après la complication de son état de santé suite à sa contamination au Covid-19.

Le défunt a été inhumé après la prière El Asr au cimetière Sidi El Khier au sud de Sétif et ce à partir du CHU où ses collègues ont observé une minute de silence à sa mémoire.

ALGER

Aucune victime dans l'incendie d'un dépôt d'usine à Tessala El-Merdja

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de mardi à mercredi dans un dépôt de matières premières d'une chocolaterie à Tessala El-Merdja dans la daïra de Bir-touta (Alger) sans faire de victimes, a-t-on appris auprès des services de la direction de wilaya de la Protection civile.

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de mardi à mercredi dans un dépôt de matières premières d'une chocolaterie dans la zone d'activités de Sidi Abad à Tessala El-Merdja dans la daïra de Birouta (Alger) sans faire de victimes, a indiqué à l'APS le lieutenant Khaled Benkhalfallah, chargé de la communication à la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

Il a ajouté que 28 camions anti-incendie, deux (2) véhicules d'éclairage et deux (2) ambulances ont été mobilisés pour circonscrire le feu et éviter que les flammes n'atteignent les usines d'alentour.

Des unités de la Protection civile de la wilaya de Blida ont participé à l'opération aux côtés de l'unité nationale d'instruction et d'intervention.

Le lieutenant Benkhalfallah a précisé que les parties compétentes se prononceront sur les circonstances et les causes de ce sinistre.

CHLEF

Un nourrisson mortellement percuté par un camion citerne à Sendjas

Un nourrisson (21 mois) est décédé, mardi, après avoir été percuté par un camion citerne dans la commune de Sendjas (Sud-ouest de Chlef), a indiqué un communiqué de la direction de la protection civile de la wilaya.

Les unités de la Protection civile de Sendjas ont effectué une intervention, aux environs de 8H15 de la matinée, suite à un accident survenu au lieu dit Bokaat Khellalia de la commune de Sendjas, est-il précisé dans le même document.

Selon des témoins oculaires, cités par la même source, le nourrisson est mort, sur place, après avoir été percuté par un camion citerne de distribution d'eau potable.

La dépouille de la victime a été transportée à la morgue de l'établissement public hospitalier d'Ouled Mohamed, tandis qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de cet accident, selon la même source.

SONATRACH

Une recette prévisionnelle de 33 milliards USD pour l'année 2021 (PDG)

Le groupe national pétrolier Sonatrach table sur une recette se situant entre 30 et 33 milliards USD pour l'année 2021, a affirmé mardi à Oran son Président directeur général (P-dg) Toufik Hekkar.

"Pour l'année 2021, nous tablons sur une recette de 30 à 33 milliards USD, en fonction de l'évolution du marché pétrolier", a affirmé M. Hekkar, en marge d'une visite de travail à la raffinerie d'Arzew (est d'Oran).

Le PDG de la Sonatrach a assuré que les revenus du groupe connaissent une "nette amélioration" au cours de cette année par rapport à l'année 2020, dont les activités ont été impactées par la crise sanitaire de la Covid-19.

Le groupe a atteint l'équivalent des revenus de l'année 2020 en moins de 9 mois de l'année en cours, a-t-il ajouté.

"Nous avons déjà réalisé, entre le début de l'année et le 21 août dernier, quelque 20 milliards USD, soit l'équivalent des recettes de toute l'année 2020", a-t-il précisé.

OUM EL BOUAGHI

Un incendie ravage 27 hectares de pin d'Alep et de maquis à Souk Naamane

Un incendie a ravagé 27 hectares de pin d'Alep et de maquis dans la localité de Souk Naamane (wilaya de Oum El Bouaghi), a-t-on appris mardi auprès des services de la Protection civile (PC). Les unités des communes de Souk Naamane, d'Ain M'illa et d'Ain Kercha, soutenues par la colonne mobile anti-incendie des forêts, sont intervenues pour circonscrire le feu, qui s'est déclaré lundi après-midi dans la montagne de Theniat El Arayas, relevant de la commune de Souk Naamane.

La surface forestière endommagée représente 10 hectares de pin d'Alep et 17 hectares de maquis, a ajouté la même source.

A signaler que le directeur de wilaya de la Protection civile et le Conservateur des forêts se sont déplacés sur place, en plus des éléments de la Gendarmerie nationale (GN), de l'Armée nationale populaire (ANP) et des représentants du Croissant-Rouge algérien (CRA).

NÂAMA

Trois morts et deux blessés dans un accident de la circulation à Maghrar

Trois personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été blessées dans un accident de la route survenu dans la commune de Maghrar (wilaya de Nâama), a-t-on appris, mardi, auprès des services de la protection civile.

Selon la même source, l'accident s'est produit, lundi soir sur l'axe de la RN6, au lieu-dit "Alka", à 10 km de Maghrar, suite au renversement d'une voiture, causant la mort de trois passagers sur les lieux de l'accident, âgés entre 6 et 76 ans, ainsi que deux blessés. Les dépouilles des trois victimes ont été déposées au service de la morgue de l'établissement public hospitalier " Mohamed Boudiaf " de la ville d'Ain-Sefra et les deux blessés ont été pris en charge au service des urgences du même établissement, a-t-on indiqué.

Les services de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de ce drame.

ILLUSTRE FIGURE DU THÉÂTRE ALGÉRIEN

Omar Guendouz tire sa révérence



Le comédien Omar Guendouz est décédé, hier, à Blida à l'âge de 70 ans des suites de son infection au coronavirus, a indiqué la Directrice du Musée régional de Mostaganem, Nabila Mohamedi.

Connu pour ses divers rôles qu'il a eu joués avec de grands acteurs et réalisateurs algériens, le défunt compte à son actif plus de 50 ans d'expérience dans le domaine du théâtre, du cinéma et de la télévision.

Feu Omar Guendouz a percé notamment dans les pièces théâtrales "Babor Ghraq" (Un bateau a coulé) et "Boualem zid el goudam" (Boualem va de l'avant) de Slimane Benaïssa ainsi que dans la pièce "Ya chari dala" (A qui le tour ?) mise en scène par Djamel Guerml.

CHLEF

Coupeure d'eau potable dans plusieurs quartiers de la commune

Une coupure dans l'alimentation en eau potable (AEP) est enregistrée, à partir de mardi, dans plusieurs quartiers de la commune de Chlef, a indiqué un communiqué rendu public par la cellule de communication de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

Cette coupure d'AEP interviendra, à partir de mardi, au niveau des quartiers du siège de commune de Chlef, la cité Arroudj, la nouvelle ville de Chorfa, la nouvelle ville de Ben Souana, la cité des 500 logements IGECO, Hammadia, et la cité Chanio.

Elle est due à des travaux de réparation d'une importante fuite d'eau au niveau de la conduite de distribution principale (de 160mm de diamètre) alimentant l'hôpital des sœurs Bedj, est-il signalé de même source. Cette fuite est actuellement en cours de réparation par les équipes techniques de l'ADE, a ajouté la même source, assurant de la reprise de l'AEP dès la fin de ces travaux, sans pour autant fixer de date pour ce faire.

RELIZANE

Saisie de plus de 7 kilos de kif traité



Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Oued R'hiou (Relizane) ont saisi plus de 7 kilos de kif traité et arrêté une personne impliquée dans la commercialisation de cette drogue, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la sûreté de wilaya.

La cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité a indiqué à l'APS que cette opération a eu lieu, dernièrement au niveau de la sortie nord de la ville de Oued R'hiou, lorsque l'attention des éléments de la police a été attirée par une personne en provenance de l'autoroute est-ouest et se dirigeant vers la ville en possession d'un sac.

À la vue des policiers, l'homme s'est débarrassé de ce sac avant de prendre la fuite, a-t-on, précisé, ajoutant que le suspect a été arrêté, après une poursuite.

Le sac abandonné par le fuyard contenait 73 plaquettes de drogue d'un poids total de 7 kilos et 650 gr, a-t-on fait savoir, soulignant qu'une procédure judiciaire a été entamée contre le suspect, qui a été présenté devant la justice.

ELECTIONS LOCALES ANTICIPÉES Dernier jalon du processus d'édification d'une Algérie nouvelle

En procédant à la convocation du corps électoral pour les élections locales anticipées, prévues le 27 novembre prochain, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aura tenu ses engagements dans le parachèvement de la mise en place des institutions de l'Etat.

En effet, le chef de l'Etat a procédé, le 28 août dernier, à la signature d'un décret présidentiel portant convocation du corps électoral en vue des élections anticipées des Assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW) pour le 27 novembre, prévoyant également la révision exceptionnelle des listes électorales durant la période allant du 5 au 15 septembre 2021. Le prochain scrutin qui intervient quelques mois après les élections législatives du 12 juin dernier, ayant inauguré la 9ème législature, soit une année avant la fin du mandat de l'Assemblée populaire nationale (APN), constitue un nouveau jalon dans le processus d'édification d'une Algérie démocratique encore plus proche du citoyen.

Le président Tebboune avait indiqué que les élections législatives "constituent le deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique encore plus proche du citoyen qu'avant", en attendant la tenue des élections locales (APW et APC), qui se veulent "le dernier jalon" de ce processus.

Le parachèvement du processus électoral à travers le renouvellement des APC et APW permettra de "rétablir la confiance" entre les citoyens et leurs représentants et de "corriger les défaillances" relevées dans les assemblées locales au cours des dernières années, selon des observateurs politiques. Le 27 novembre



prochain marquera surtout "l'ultime étape" du parachèvement de l'opération de renouvellement des institutions de l'Etat, ce qui permettra de "passer à autre chose en se consacrant sur un véritable développement local", estiment d'autres observateurs, ajoutant que la décision d'organiser des élections anticipées pour le renouvellement des institutions de l'Etat est venue en réponse aux revendications du Hirak du 22 février 2019.

A ce titre, le Bureau du Conseil de la nation a salué, au lendemain de la convocation du corps électoral, "la feuille de route adoptée

par le Président Tebboune en vue d'asseoir les fondements de la nouvelle République et de parachever, ainsi, l'édification de l'Etat et des institutions constitutionnelles", appelant, à cette occasion, les acteurs nationaux à "faire preuve de souplesse politique et de civisme pour une participation active à la construction d'un avenir démocratique". Les différentes actions de renouvellement des institutions de l'Etat s'inscrivent dans le cadre d'un processus de profondes réformes lancées par le président Tebboune, depuis son élection à la tête de la magistrature suprême du pays le 12 décembre 2019, consistant notamment à préparer une nouvelle Constitution que le peuple algérien a plébiscitée lors du référendum du 1er novembre 2020.

L'autre importante action entrant dans le cadre des réformes engagées, est l'adoption lundi 30 août 2021 par le Conseil des ministres d'un projet d'ordonnance modifiant certaines dispositions du code communal afin de les harmoniser avec le nouveau régime électoral, notamment dans ses aspects liés au président de l'Assemblée populaire communale et ses adjoints. Les changements qui doivent être opérés au niveau des Assemblées élues, à la suite des élections anticipées et des modifications prévues dans certaines dispositions du code communal, s'inscrivent ainsi dans le cadre de la consolidation de l'Etat de droit et tendent vers une gouvernance renouvelée.

"Vers le parachèvement du processus de représentation démocratique en Algérie" (FLN)

Le parti du Front de libération nationale (FLN) a estimé que les élections locales prévues le 27 novembre prochain constituaient une opportunité de parachever le processus de représentation démocratique au sein des institutions élues, en vertu des dispositions de la Constitution de 2020. Dans un communiqué ayant sanctionné la réunion de son bureau politique réuni sous la présidence de son secrétaire général, Abou El Fadhl Baadji, le FLN a souligné que les prochaines élections locales se voulaient "un parachèvement du processus de représentation démocratique au sein des institutions élues, en vertu des dispositions de la Constitution amendée de 2020 qui consacre les garanties de transparence et de régularité des élections".

Il a estimé, en outre, que la convocation du corps électoral, en prévision du rendez-vous du 27 novembre 2021 "témoigne de

l'attachement du président de la République à honorer ses engagements dans l'édification institutionnelle dans le pays".

Le parti a affirmé son "opérationnalité à participer à ces élections qui consacrent la volonté du citoyen à gérer ses affaires locales", exhortant tous les acteurs politiques à faire de ces élections "une occasion favorable au lancement d'une concurrence libre et loyale et au bannissement de toute atteinte à ses règles ou à son bon déroulement, en œuvrant à réunir les bonnes conditions susceptibles de permettre au peuple d'exercer sa souveraineté dans le cadre de la loi et dans un climat exempt de doutes et de polémique".

Le FLN a mis en exergue l'importance du rôle des électeurs et des électrices dans la légitimation des Assemblées locales, à travers l'affluence massive aux bureaux de vote", affirmant son "engagement à contribuer

sérieusement à l'humanisation de l'action politique et à l'écartement de l'argent sale, à travers la présentation des meilleurs cadres et compétences à ce rendez-vous électoral". Le parti a réaffirmé, en outre "son soutien absolu à la décision souveraine de l'Algérie de rompre les relations diplomatiques avec le Maroc", la qualifiant de "décision judicieuse et responsable protégeant les intérêts de l'Algérie et de son peuple".

"L'escalade menée par le régime du Makhzen émane de sa politique hostile à l'Algérie, par laquelle il voudrait se venger de notre pays pour ses positions fermes et ses principes inaliénables", a relevé le parti, arguant que "l'escalade sert les aspirations et les hypothèses du lobby sioniste ancré dans les rouages du pouvoir à Rabat et soutenu par les cercles de décisions dans d'autres capitales". Le FLN a salué, par ailleurs, "le rôle de la

diplomatie algérienne qui a recouvert sa place de leader au double plan régional et international", se félicitant de la position de l'Algérie dans "le traitement du dossier libyen par des voies pacifiques de manière à garantir la souveraineté et l'unité de la Libye et la non ingérence étrangère dans ses affaires internes, outre le ferme soutien aux causes des peuples frères, palestiniens et sahraoui".

A cette occasion, le parti a exprimé "sa fierté de l'Armée nationale populaire (ANP), fidèle au serment des Chouhada dans la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale, mû en cela d'une ferme détermination de se faire avorter toute tentative de porter atteinte à l'Algérie forte par son peuple et son armée".

Le FLN a également salué "le professionnalisme de tous les corps de sécurité dans l'accomplissement de leurs missions".

Le renouvellement des APC/APW en novembre rétablira la confiance entre les citoyens et leurs représentants (El-Islah)

Le président du mouvement El-Islah, Filali Ghouini, a estimé mardi à Alger que le renouvellement des assemblées populaires communales et de wilaya (APC/APW) le 27 novembre prochain permettra de "rétablir la confiance entre les citoyens et leurs représentants" et de "corriger les défaillances" relevées dans les assemblées locales au cours des dernières années.

Présidant la session ordinaire du Bureau national du Mouvement El-Islah, M. Ghouini s'est félicité de la convocation du corps électoral, par le président de la République, pour le renouvellement des APC/APW le 27 novembre prochain, précisant que le parachèvement de ce processus électoral "permettra de rétablir la confiance entre les citoyens et leurs représentants à divers niveaux et de corriger les défaillances relevées dans le rendement des assemblées locales au cours des dernières années", a indiqué un communiqué de la formation politique. M. Ghouini a ajouté à ce

propos que le processus ne s'arrêtera pas aux élections locales, précisant qu'il "y aura d'autres phases de grandes réformes concernant les insuffisances dans les dossiers économique et social et qui requièrent le concours de tous les acteurs sociaux".

Il a affirmé que le mouvement est "entièrement prêt" à coopérer avec toutes les parties pour le parachèvement de tous les chantiers de l'Algérie nouvelle.

Le chef de file d'El-Islah a évoqué, lors de cette réunion, "le rôle efficace de toutes les institutions de l'Etat dans les épreuves, notamment pour faire face aux derniers feux de forêt et à la pandémie de Covid-19".

Il s'est félicité des derniers indicateurs qui ont "établi l'efficacité des mesures sanitaires prises par les pouvoirs publics, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Le même responsable a en outre salué "la coopération institutionnelle importante après l'adoption et l'entrée en vigueur

de la nouvelle Constitution, le renouvellement des représentants du peuple à la chambre basse du Parlement et la formation d'un nouveau gouvernement, soulignant que ces réalisations ont été accompagnées par "une amélioration progressive de la qualité des services publics dans les différents secteurs". Le Bureau national a réitéré "l'engagement du mouvement El-Islah à faire prévaloir les intérêts supérieurs de la nation et l'unité nationale, à barrer la route aux ennemis de l'Algérie et à faire échouer toutes les tentatives d'atteinte à l'Etat algérien et aux valeurs et constantes de la nation algérienne". Lors de cette session, le Bureau national a débattu et adopté plusieurs points, notamment l'officialisation de la participation du Mouvement El-Islah aux prochaines élections locales, le programme d'activités du mouvement après la rentrée sociale et la préparation de la session ordinaire de son conseil consultatif national, a conclu le communiqué.

SOLIDARITÉ NATIONALE ANP: des aides acheminées depuis Tamanrasset au profit des victimes des incendies de Tizi-Ouzou

Deux avions militaires relevant des Forces aériennes ont assuré l'acheminement d'une quantité considérable d'aides (53 tonnes), offertes par des habitants de Tamanrasset aux victimes des incendies de la wilaya de Tizi-Ouzou, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre des missions humanitaires et de la consolidation du lien Armée-Nation et de l'élan de solidarité avec les victimes des zones touchées par les incendies dans la wilaya de Tizi-Ouzou, une quantité considérable d'aides, estimée à 53 tonnes, a été acheminée à bord de deux (02) avions militaires relevant des Forces aériennes", précise la même source, ajoutant que "ces aides constituées de denrées alimentaires de première nécessité, de matelas et de fournitures médicales, offerts par le Croissant rouge algérien (CRA) et l'Association socioculturelle pour le redynamisme de la société civile de Tamanrasset, ont été acheminées à partir de la Base aérienne de Tamanrasset/6ème Région militaire en direction de la Base aérienne de Boufarik/1ère RM".

"Ces aides viennent concrétiser l'élan de solidarité qui traduit la véritable volonté de cohésion entre les enfants du même pays et de la détermination du Commandement de l'Armée nationale populaire à mettre à disposition tous les moyens humains et matériels pour garantir un accompagnement indéfectible à ce genre d'initiatives humanitaires à même de consolider la cohésion entre les Algériens", ajoute le communiqué du MDN.

LOGEMENT PROMOTIONNEL PUBLIC Lancement de la souscription à Alger (ENPI)

L'Entreprise Nationale de Promotion Immobilière (ENPI) a annoncé dimanche le lancement, de la souscription en faveur des citoyens pour l'acquisition d'un logement promotionnel public (LPP) dans la wilaya d'Alger, dans la limite du nombre de logements disponible au niveau de la commune de Réghaïa.

"L'ENPI invite tous les citoyens, au niveau national, souhaitant se porter candidats à l'acquisition d'un LPP dans la wilaya d'Alger, plus précisément la cité des 552 logements, la commune de Réghaïa, dans la limite du nombre de logements disponible, à s'inscrire sur le site électronique de l'entreprise www.enpi.dz à partir du lundi 30 août 2021", a publié l'ENPI sur sa page Facebook.

La même source a également indiqué que les citoyens souhaitant se porter candidats devaient remplir les conditions prévues par le décret exécutif n° 14-203 du 15 juillet 2014, ainsi que le décret exécutif n° 311-18 du 10 décembre 2018.

Pour plus d'informations, l'entreprise a appelé, les personnes intéressées à se rapprocher de ses services commerciaux auprès de la Direction des Projets d'Alger Est (commune de Rouïba) à Alger, conclut le communiqué

ALGÉRIE - ITALIE "La même position" sur la crise libyenne (ambassadeur d'Italie)

L'Italie et l'Algérie partagent "la même position" sur la crise libyenne notamment en ce qui concerne le départ des mercenaires et la non-ingérence étrangère dans les affaires internes, a déclaré l'ambassadeur d'Italie à Alger, Giovanni Pugliese, reçu mardi au siège du quotidien l'Expression.

Saluant le rôle "positif" de l'Algérie dans le règlement de la crise libyenne, l'ambassadeur d'Italie a déclaré que son pays "accorde une grande importance à ce qui sortira" de la réunion des pays voisins de la Libye qui a pris fin mardi à Alger après deux jours de travaux.

"Sur le dossier libyen, nous partageons avec l'Algérie les mêmes positions, notamment en ce qui concerne le départ des mercenaires et la non-ingérence étrangère dans les affaires internes ainsi que le règlement de la crise libyenne", a réaffirmé Giovanni Pugliese.

Pour rappel, les travaux de la réunion ministérielle des pays voisins de la Libye ont débuté lundi passé, à Alger, avec pour objectif d'aider les Libyens à parachever le processus de réconciliation nationale à travers, notamment la tenue, dans les délais, des élections générales prévues le 24 décembre 2021. Les ministres des

Affaires étrangères de Libye, de Tunisie, d'Égypte, du Niger, du Tchad, du Soudan et de la République du Congo ont pris part à cette réunion, présidée par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra.

M. Lamamra et son homologue libyenne Najla Al Manqoush ont souligné, lors d'une conférence de presse au terme de la réunion, la nécessité de l'implication des pays voisins de la Libye pour régler la crise que traverse ce pays.

Et le chef de la diplomatie algérienne a estimé aussi que "le retrait des mercenaires, des terroristes et des forces irrégulières est une question fondamentale qui conditionne le succès des élections" présidentielles et législatives prévues en décembre prochain.

Outre la crise libyenne, l'ambassadeur d'Italie en Algérie, a par ailleurs évoqué la coopération bilatérale



entre Alger et Rome en particulier sur le plan économique.

"Nous avons beaucoup d'espoirs dans les réformes économiques en cours en Algérie et surtout dans l'amélioration du climat des affaires ainsi que des réformes bancaires", a-t-il affirmé dans ce sens, souhaitant qu'"une place de choix soit réservée à l'Italie dans le cadre de ces réformes".

Séduit par le marché algérien qui offre de nombreux avantages dont une main-d'œuvre

jeune et qualifiée, le coût faible de l'énergie, le diplomate italien a soutenu: "Nous voulons aller très loin avec l'Algérie".

A ce titre, l'ambassadeur d'Italie a annoncé un grand business forum à Alger qui sera exclusivement dédié aux micro entreprises.

Dans le sillage de ce nouvel élan des relations algéro-italiennes, d'autres événements sont attendus dans les prochains mois dont des visites à un très haut niveau, selon le journal.

GESTION DE L'EAU À ALGER ET TIPASA Fin du contrat entre SEAL et le Groupe français SUEZ

Le contrat de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement entre la Société des eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAL) et Groupe Suez a pris fin ce mardi, après trois renouvellements successifs, a indiqué la SEAL dans un communiqué.

"Le contrat de management pour la performance des services publics de l'eau et de l'assainissement entre SEAL et Groupe Suez, a officiellement pris fin, aujourd'hui, 31 août 2021 après trois renouvellements successifs depuis la signature du premier contrat en 2006, soit 15 années de partenariat", a précisé la même source.

A cet effet, le conseil d'administration de SEAL a installé la nouvelle équipe dirigeante avec à sa tête Lyes Mihoubi en qualité de directeur général et Amine Hamadene au poste de directeur général adjoint, chargé des services publics de l'eau et de l'assainissement, a ajouté le communiqué.

Pour officialiser les passations de consignes, une cérémonie a eu lieu ce mardi au niveau de la salle de conférence de SEAL entre le désormais ex-directeur général, Yves Fagherrazi, du Groupe Suez et le directeur général, Lyes Mihoubi, en présence de la nouvelle équipe dirigeante algériennisée à 100%, fait savoir le communiqué.

Intervenant à cette occasion, Lyes Mihoubi, a mis en avant lors de son allocution "l'importance de cette étape dans la vie de l'entreprise", assurant qu'elle "représente une étape décisive et cruciale pour SEAL".

"Il est temps, à présent, de faire confiance aux compétences algériennes qualifiées pour gérer les services publics de l'eau et de l'assainissement au niveau des wilayas d'Alger et Tipaza.

Depuis une année déjà, nous nous préparons à cette étape et c'est notre équipe avec le support et l'appui du Conseil d'Administration qui a eu à gérer la crise hydrique", a-t-il souligné.

Le premier responsable de la SEAL a affirmé également que l'équipe de la société "mesure toute l'importance de la mission dont elle est investie et s'engage à tout mettre en œuvre pour être à la hauteur de la confiance placée en elle par la tutelle. Nous sommes totalement mobilisés pour atteindre les objectifs qui nous sont assignés".

De son côté, M. Hamadene, chargé du service public de l'eau et l'assainissement, et de l'élaboration du programme de distribution durant cette crise hydrique, a relevé que "cela fait près d'une année que nous étudions la situation et nous nous préparons à tous les scénarios possibles pour la gestion de la problématique de la baisse de pluviométrie ayant mené à une baisse du niveau des eaux de surfaces".

"La baisse de la pluviométrie enregistrée durant les trois dernières années a provoqué un déficit dans la quantité d'eau superficielle stockée dans les barrages causant une perte du volume de production de près de moitié passant de 1,3 million m³/jour à 750.000 m³/jour", a-t-il rappelé. Remerciant au passage le ministre et le wali d'Alger pour la confiance placée dans les jeunes cadres déterminés à servir le pays et satisfaire les clients, M. Hamadene, a souligné la SEAL est mobilisée avec toutes ses équipes opérationnelles pour assurer "une distribution régulière, juste et équitable à nos clients". La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) est une société par actions détenue par deux entreprises publiques, en l'occurrence l'Algérienne des eaux (ADE) à hauteur de 70% et l'Office national de l'assainissement (ONA) à 30%.

LOGEMENT RURAL

Instructions pour faciliter les démarches administratives et verser des subventions au profit des bénéficiaires (Ministère)

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a donné mardi, des instructions strictes concernant la facilitation des différentes procédures administratives liées à l'habitat rural et la nécessité d'accélérer la cadence de l'étude des dossiers des subventions au profit des bénéficiaires et les verser aux méritants, a indiqué un communiqué du ministère.

M. Belaribi a donné ces instructions en présidant une réunion technique avec les cadres centraux au niveau du ministère, a expliqué le ministère dans une publication sur sa page officielle sur le site "Facebook".

Cette réunion était consacrée au programme d'habitat rural, qu'il soit individuel ou collectif à l'échelle nationale. Après avoir écouté une présentation détaillée

du programme, M. Belaribi a donné des "instructions strictes" pour œuvrer à la coordination des efforts entre les différents services concernés afin de faciliter les différentes procédures administratives, avec la nécessité d'accélérer l'étude des dossiers des subventions au profit des bénéficiaires et de les verser à ceux qui le méritent afin d'achever ce programme dans les délais fixés.

ELECTION DES PROFESSEURS DE DROIT CONSTITUTIONNEL MEMBRES DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Installation de la commission régionale des universités de l'Est

La commission électorale de la conférence régionale des universités de l'Est du pays chargée de superviser l'organisation de l'élection des professeurs de droit constitutionnel membres de la Cour constitutionnelle a été installée mardi à l'université Ferhat Abbas (Sétif 1).

Supervisant les travaux d'installation de la commission électorale de la conférence régionale des universités de l'Est, le président de la commission électorale nationale, Mohamed Guerfouf, a indiqué que l'installation intervient en application des dispositions du décret présidentiel 21-304 du 4 août 2021 fixant les conditions et les modalités d'élec-

tion des professeurs de droit constitutionnel, membres de la Cour constitutionnelle notamment l'article 12 stipulant la nécessité d'installer des commissions électorales au niveau des conférences régionales des universités pour superviser et suivre l'opération électorale.

Dans ce cadre, il a été procédé à l'installation de Touhami Mzab, juge à la Cour de Sétif (président) et les professeurs Amar Koussa de l'université de Sétif 2 (membre), Lakhdar Zerara de l'université de Batna 1 (membre), et Nekache Hamza de l'université des Frères Mentouri Constantine 1 (membre) en tant que membres de la com-

mission électorale de la conférence régionale des universités de l'Est.

Selon M. Guerfouf, la commission installée est chargée de superviser, de gérer et de contrôler l'élection des professeurs de droit constitutionnel en tant que membres de la Cour constitutionnelle, du lancement de l'opération jusqu'à son parachèvement.

Il a par ailleurs ajouté, que les portes de la Commission électorale nationale demeurent ouvertes pour fournir l'appui nécessaire à la réussite de cette opération qui revêt une importance.

De son côté, le recteur de l'université de Sétif 1, le professeur Mohamed El Hadi Latrache, a déclaré lors des tra-

vaux d'installation de cette commission que l'événement concerne la mise en place d'une institution suprême dotée de prérogatives et revêt une importance parmi les instances de l'Etat, qui est la Cour constitutionnelle, qui sera "prochainement" créée.

L'installation de la commission électorale de la conférence régionale des universités de l'Est s'est déroulée en présence des présidents des universités Ferhat Abbas (Sétif 1) et Mohamed Lamine Debaghine (Sétif 2), le vice-président de la Cour de Sétif et le directeur de l'administration locale (DAL) représentant le wali de Sétif.

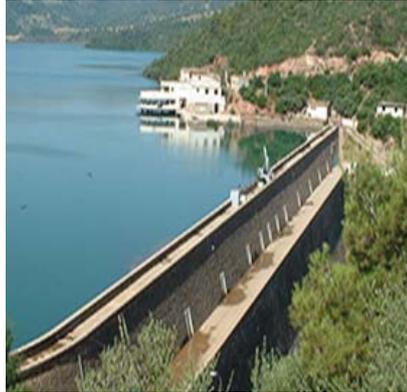
BATNA Lancement des travaux d'extension de la station de traitement du barrage Koudiet Lemdouar

Les travaux d'extension de la station de traitement des eaux du barrage Koudiet Lemdouar dans la commune de Timgad, wilaya de Batna ont été lancés à travers la réalisation d'une deuxième station dotée d'un système dit "classique", a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des ressources en eau.

La capacité de traitement d'eau de la nouvelle station s'élève à 50 000 m³/jour, et contribuera à augmenter les quotas journaliers d'eau potable pour toutes les communes alimentées en cette substance vitale, à partir du barrage Koudiet Lemdouar à travers ses quatre (4) couloirs, a précisé la même source.

Aussi, ce projet centralisé est venu soutenir la quantité d'eau traitée depuis l'ancienne station de traitement du barrage, d'une capacité de 113 000 m³/jour, a-t-on encore détaillé.

Le barrage Koudiet Lemdouar avait bénéficié d'une station mobile monobloc, affectée depuis la wilaya d'Oum El Bouaghi et est actuellement partiellement exploitée, avec une capacité de traitement



d'eau de 50 000 m³/jour.

Le couloir n° 1 du barrage Koudiet Lemdouar, entré en service en 2007, alimente en eau potable les villes de Tazoult, Batna, Ain Touta et Barika alors que le couloir n° 2 est dirigé vers la wilaya de Khenchela, et le troisième couloir alimente les communes

d'Ichemoul et Arris. Quant au quatrième couloir, il alimente en eau potable les villes de Chemora, Ouyoun El Assafir, Timgad et Oued Taga tandis que des travaux sont en cours pour approvisionner les communes de Thniet El Abed, Chir, Menaa et Tigherghar en cette substance vitale, a-t-on

fait savoir, la expliquant que le taux d'avancement des travaux de ce couloir a atteint actuellement 85%. Dans le même contexte, l'alimentation en eau potable s'est renforcée dans la commune de Seggana, au cours de l'été 2021, depuis le couloir n° 1 du barrage avec un volume d'eau estimé à 500 m³ par jour pour répondre à une des préoccupations de la population.

Il est à noter que le barrage de Koudiet Lemdouar à Timgad a une capacité théorique de stockage d'eau de 74 millions m³, et avait bénéficié, depuis des années d'un couloir vert, pour alimenter la wilaya de Batna en eau potable dans le cadre du système de grands transferts d'eau depuis le barrage de Beni Haroun dans la wilaya de Mila.

ALGER

Raccordement de six nouveaux établissements éducatifs au réseau de gaz et d'électricité

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Gué de Constantine (Alger) procède, en coordination avec les autorités locales au raccordement des nouveaux établissements éducatifs au réseau de gaz et d'électricité, en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2021-2022, a indiqué, mardi, un communiqué de la Direction.

Ces projets ont été réalisés à la faveur "d'un accompagnement des entrepreneurs immobiliers sur la base d'un engage-

ment à payer les frais de raccordement et de mise en service de ces établissements scolaires, en prévision de la prochaine rentrée scolaire", a indiqué la même source, précisant que l'état d'avancement de ces projets est suivi au quotidien par l'ingénieur travaux et le chef de travaux à travers des sorties d'inspection". Il s'agit de six établissements éducatifs, deux écoles primaires au niveau de la cité 500 logements à Barraki et cité 540 logements à Bir Touta et

3 CEM, le premier à la cité AADL 1500+1500 logements, cité Megnouche à Oued el Kerma, le deuxième à Gué de Constantine et le troisième à Meridja Saoula, outre un lycée d'une capacité de 1000 sièges pédagogiques sis à la cité 3140 logements publics locatifs (LPL) dans la commune de Bab Hassan, ajoute le communiqué.

La direction met le numéro 3303 à la disposition de ses clients 24h/24h pour prendre en charge leurs préoccupations.

TIARET

Rentrée scolaire 2021-2022 : réception de toutes les structures programmées (wali)

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Tيارت a réceptionné dans les délais impartis tous les nouveaux établissements scolaires dont l'ouverture est prévue pour la prochaine rentrée, a indiqué, mardi, le wali de Tيارت.

Lors d'une visite de l'une des structures réceptionnées, un CEM à la cité Zmla au chef-lieu de la wilaya, M. Mohamed Amine Dramechi a déclaré que "la prochaine rentrée scolaire sera aisée, au vu des structures

réceptionnées, en attendant la réception du reste des projets avant la fin de l'année en cours".

Il a révélé que "l'équipement des établissements des cycles secondaire et moyen sera effectué par la direction de l'éducation, qui a reçu le feu vert à compter de ce mardi".

Les établissements réceptionnés, qui seront ouverts dès la prochaine rentrée scolaire, comprennent quatre lycées, un CEM, un groupe scolaire, en

attendant la réception de trois lycées, un CEM et deux groupes scolaires, vers la fin de l'année en cours, a fait savoir le même responsable. La même source a précisé qu' "une enveloppe de 20 millions DA a été allouée pour l'équipement de 18 cantines scolaires, avec la nécessité de lancer la restauration scolaire en offrant aux élèves des plats chauds dès le premier jour de la rentrée".

M. Dramechi a souligné que le secteur de l'éducation a été ren-

forcé par 30 bus de transport scolaire, s'ajoutant aux 65 bus dont la wilaya a bénéficié, l'année dernière.

Il a par ailleurs insisté sur la nécessité de vacciner le plus grand nombre de professeurs et de travailleurs du secteur de l'éducation dans le cadre de la prévention contre la pandémie du virus corona.

L'opération sera généralisée aux secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, a-t-on conclu.

TAMANRASSET

Aides humanitaires au profit des familles sinistrées de la wilaya de Tizi-Ouzou

Une quantité de plus de 53 tonnes d'aides humanitaires a été envoyée lundi depuis Tamanrasset, dans le cadre d'une action de solidarité initiée par la société civile, aux familles sinistrées suite aux feux de forêts à Tizi-Ouzou.

Il s'agit, entre autres, de produits alimentaires de base, couvertures, matelas et médicaments pour le traitement des brûlures qui ont été acheminés par deux avions militaires de l'armée nationale populaire (ANP).

Le wali de Tamanrasset Mustapha Kourich, a déclaré, à cette occasion, que l'initiative s'inscrit dans le cadre de l'élan de solidarité populaire avec les habitants des régions ravagées dernièrement par les feux de forêts.

M. Kourich a salué l'accompagnement de l'ANP à travers la mobilisation de ses moyens pour le transport de ces aides, précisant que cette action s'ajoute à d'autres quantités d'aides acheminées, auparavant, vers la wilaya de Tizi-Ouzou. Pour sa part, le président du comité local du croisissant rouge algérien (CRA), Moulay Cheikh, a estimé que cet élan de solidarité spontané de la part des habitants de Tamanrasset reflète les valeurs de cohésion sociale entre le peuple algérien dans les moments difficiles notamment. Des représentants du mouvement associatif de la région ont exprimé leur gratitude pour la grande attention accordée par le haut commandement de l'ANP à l'accompagnement de cette initiative de solidarité.

M'SILA

Lancement des travaux de renforcement de la RN 70 entre Ain El Melh et Sidi M'hamed

Les travaux de renforcement de la route nationale 70 dans son segment reliant les communes de Ain El melh et sidi M'hamed dans la wilaya de M'sila ont été lancés mardi, a-t-on appris des services de la wilaya.

Ce projet qui s'étend sur un linéaire de 20 kilomètres sera achevé "avant la fin de l'année en cours (2021)" ont détaillé, les mêmes services ajoutant qu'une enveloppe financière de plus de 300 millions de dinars a été allouée à ce projet.

Cette opération qui s'inscrit dans le cadre de l'entretien des routes nationales contribuera, notamment à réduire notamment le nombre d'accidents sur ce segment qui connaît un important flux de circulation, a-t-on noté de même source.

Un programme portant sur l'entretien des routes nationales concernera aussi ce réseau d'un linéaire global de 900 kilomètres, ont conclu les services de la wilaya.

CONSTANTINE

BADR: lancement de l'activité de finance islamique

La Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) a annoncé le lancement, demain mercredi à partir de 9h00, de l'activité de la finance islamique au niveau de l'agence PALMA "844" située au chef lieu de la wilaya de Constantine.

Selon un communiqué de la BADR "l'offre de lancement propose à tous les segments de la clientèle, particuliers ou professionnels et entreprises, 14 produits conformes aux préceptes de la Charia islamiques certifiés par le Haut Conseil Islamique (HCI).

"Ces 14 produits sont répartis en deux grandes catégories qui sont les produits d'épargne et de placements de fonds et les produits de financement", a expliqué la même source.

Pour ce qui est de la première grande catégorie (les produits d'épargne et de placements de fonds), elle englobe "le compte chèque islamique (ISTITHMARI), le compte courant islamique, le livret épargne islamique, ISTITHMARI et ISTITHMARI FELLAH et le livret épargne islamique ACHBAL", a précisé le communiqué.

La deuxième grande catégorie (les produits de finance) comporte la Mourabaha matériel roulant, la Mourabaha exportation, Mourabaha travaux, Mourabaha ghelatti, Mourabaha matières premières, Mourabaha production agricole, Mourabaha équipement professionnel et Mourabaha marchés publics, a-t-on ajouté de même source.

HYDROCARBURE - TRAVAUX PUBLICS Naftal signe une convention avec la SNTP pour réaliser deux stations-services à Tindouf et Zoueirat (Mauritanie)

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a procédé mardi à la signature d'une convention-cadre avec la Société nationale de travaux publics (SNTP) pour la réalisation de deux importantes stations-services à Tindouf et Zoueirat (Mauritanie), a indiqué Naftal dans un communiqué.

La convention entre Naftal et la SNTP a été signée par les PDG des deux sociétés, en l'occurrence Kamel Benfriha et Abdelsadok Belkacem, en marge de la 10^e édition du Salon "El Mouggar-Tindouf" organisé du 30 août au 2 septembre 2021 par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, sous le slogan "L'Algérie, la porte du commerce africain".

Cette convention-cadre porte sur la réalisation en groupement (SNTP & Naftal) de deux (02) importantes stations-service sur le tronçon Tindouf-Zoueirat en Mauritanie pour assurer la distribution des produits pétroliers au profit des transporteurs de marchandises.

La société Naftal a procédé également à l'occasion de cette 10^e édition du Salon El Mouggar-Tindouf à la signature d'une autre convention-cadre avec le Groupe public de transport terrestre de marchandises et logistique "LOGITRANS".

Celle-ci, signée par les PDG des deux sociétés Kamel Benfriha et Boualem Kini, porte sur la prise en charge par le Groupe Logitrans des opérations de transport routier des produits exportés par la société Naftal vers les pays frontaliers (Niger, Mali et la Mauritanie).

"Ces deux conventions interviennent en appui aux efforts consentis par les trois (03) entreprises publiques afin de concrétiser les objectifs fixés par les pouvoirs publics en matière de promotion des exportations, tout en encourageant la coopération entre les entreprises nationales à l'effet de conjuguer leur savoir-faire et leur expertise pour conquérir des marchés au niveau régional et international", a souligné le communiqué.

TRANSPORT Convention Logitrans-Naftal pour le transport des produits pétroliers vers l'Afrique

Le Groupe de Transport terrestre de marchandises et Logistique LOGITRANS et le groupe NAFTAL ont signé mardi une Convention-Cadre portant sur la prise en charge par Logitrans des opérations de transport routier des produits exportés par Naftal vers différents pays africains, a indiqué un communiqué de ce transporteur public.

Cette Convention-Cadre a été paraphée par le Président Directeur Général du Groupe LOGITRANS, Boualem Kini, et le Président Directeur Général de NAFTAL, Kamel Benfriha, en marge de la 10^e édition du Salon "El Mouggar-Tindouf", organisée du 31 août au 2 septembre 2021 par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, sous le slogan "L'Algérie, la porte du commerce africain".

"La conclusion de cette Convention-Cadre intervient en appui aux efforts que ne cessent de consentir ces deux entreprises publiques, en vue de concrétiser les objectifs fixés par les pouvoirs publics en matière de promotion des exportations", ajoute le communiqué.

Les deux parties ambitionnent également, à travers cette action, d'encourager le recours à l'outil national de production, et de raffermir le partenariat Public-Public.

Le Groupe LOGITRANS a organisé 97 expéditions dans le cadre de l'accompagnement de plus de 102 opérateurs économiques pour transporter 60.000 tonnes de produits exportés vers la Mauritanie, le Sénégal, le Niger, le Mali et la Tunisie, selon le communiqué.

ALGÉRIE - UA Tenue vendredi de la 3^e session du Comité technique du commerce, l'industrie et les mines

La 3^e session ordinaire du Comité technique spécialisé sur le commerce, l'industrie et les mines de l'Union africaine (UA), se tiendra vendredi, avec la participation de ministres de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, en compagnie des ministres du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig et le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de l'Energie.

"Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, prendra part en compagnie de Messieurs, Kamel Rezig ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations et Ahmed Zeghdar Ministre de l'Industrie, vendredi 03 sep-

tembre 2021, au siège du ministère de l'Energie et des Mines, aux travaux de la réunion ministérielle de la 3^e session ordinaire du Comité technique spécialisé sur le commerce, l'industrie et les mines, qui se tiendra par visioconférence", a précisé la

même source. Organisée par l'Union Africaine, du 31 août au 3 septembre 2021, cette rencontre s'intitule "Approfondir l'intégration économique grâce à des chaînes de valeur de produits interconnectés et compétitifs basés sur des produits de

base locaux". A l'issue de cette réunion, les ministres adopteront le projet de Déclaration ministérielle de cette 3^e session ordinaire du Comité technique spécialisé sur le Commerce, l'Industrie et les Mines, a ajouté le communiqué.

COMMERCE

Tindouf: ouverture de l'exposition internationale "El-Mouggar-2021"

La 10^e édition de l'exposition internationale "El-Mouggar-2021" a été ouverte mardi à Tindouf par le ministre du commerce et de la promotion des exportations, M. Kamel Rezzig, en présence d'une délégation ministérielle. La cérémonie d'ouverture de la manifestation économique internationale à laquelle a pris part également le ministre du commerce de la république arabe sahraoui démocratique (RASD) M. Babiya Echaïa, a permis à la délégation ministérielle de suivre des explications présentées par des responsables d'entreprises et des promoteurs économiques participants ayant trait à leurs produits et les voies de leur promotion.

L'ouverture de cette exposition a été mise à profit pour signer deux conventions de partenariat.

La première a été signée entre la

société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers "Naftal" et le groupe de transports des marchandises et de logistique (LogiTrans), portant acheminement par ce dernier des produits de l'entreprise Naftal vers les pays de la Mauritanie, le Niger, le Mali et vers d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

La seconde convention a été signée entre l'entreprise Naftal et celle des travaux publics. Elle consiste en la réalisation des travaux de stations de services entre les villes de Tindouf (Algérie) et Zouirat (Mauritanie) pour alimenter les transporteurs en produits pétroliers.

Placée sous le signe "L'Algérie, un point d'accès aux marchés africains", la manifestation "El-Mouggar-2021" (31 août-2 septembre) a enregistré la participation

d'une centaine d'opérateurs économiques algériens et des pays africains, dont de la Mauritanie, du Niger, du Mali et de la RASD. La délégation ministérielle est composée des ministres de l'Industrie pharmaceutique, du tourisme et d'Artisanat, de l'Industrie, des affaires religieuses et des wakfs, de la pêche et des productions halieutiques, respectivement, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed, Yacine Hammadi, Ahmed Zeghdar, Youcef Belmehdi, Hichem Sofiane Salauouatchi.

Elle comprenait également les ministres délégués auprès du premier ministre chargés respectivement de la Micro-entreprise, et de l'économie de la connaissance et de startups, en l'occurrence MM.

Nassim Dhiafat et Yacine El-Mehdi Walid.

Tindouf, point de départ pour la promotion des exportations vers les pays de l'Afrique de l'Ouest (ministre)

Le ministre du commerce et de la promotion des exportations, Kamel Rezzig, a affirmé, mardi que "la wilaya de Tindouf sera le point de départ pour la promotion des exportations vers les pays de l'Afrique de l'Ouest".

"Tindouf, cette wilaya frontalière constituera un point d'envol à même de promouvoir les exportations à destination des pays de l'Afrique de l'Ouest eu égard à son importante position géographique", a déclaré M. Rezzig en marge de la cérémonie d'inauguration de l'exposition économique internationale "El-Mouggar-2021", en présence du conseiller du président de la république chargé des Zaouias et des associations religieuses, Aïssa Belakhdar, du ministre du commerce de la république arabe sahraoui démocratique (RASD), M.

Babiya Echaïa, et d'une importante délégation ministérielle.

M. Rezzig a soutenu que "le gouvernement tend de rehausser cet événement commercial et économique, placé sous le signe "Tindouf, portail du commerce extérieur pour l'Afrique", d'une exposition de troc à une foire dédiée à l'exportation à la faveur de la forte participation de plus de 100 entreprises et opérateurs économiques. "Le choix d'organiser ce rendez-vous économique international à la veille de la rentrée sociale constitue un message du gouvernement aux commerçants et opérateurs industriels, portant promotion de Tindouf en fer de lance pour conquérir économiquement les marchés africains", a déclaré le ministre.

Il a par ailleurs, souligné que "la forte présence ministé-

rielle est aussi un autre message traduisant l'intérêt qu'accorde le gouvernement à l'Afrique et à la wilaya de Tindouf, en particulier", mettant en avant que "la diversification des produits exposés constitue une valeur compétitive pour en exporter vers les pays africains".

"Nous avons choisi à aborder le thème de l'exportation depuis cette partie du pays pour mettre en valeur la place de cette wilaya à la faveur de la conclusion de partenariats avec nos frères des pays limitrophes en fonction de la règle+ Gagnant-Gagnant+ et de la nouvelle vision à la région africaine", a affirmé le ministre du commerce et de la promotion des exportations.

Mettant à profit cette visite dans la wilaya de Tindouf, la délégation ministérielle a pro-

cedé à l'inauguration de la mosquée-pôle "Youcef Abou Tachfin" à Tindouf Lotfi.

Le ministre des affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmehdi, s'est félicité de cet important édifice culturel qui devra constituer, a-t-il indiqué, "un centre de rayonnement du savoir et de l'enseignement coranique au profit de la région et de l'Algérie en général". La délégation ministérielle est composée des ministres de l'Industrie pharmaceutique, du Tourisme et de l'Artisanat, de l'Industrie, des Affaires religieuses et des wakfs, de la pêche et des productions halieutiques, ainsi que des ministres délégués auprès du premier ministre chargés respectivement de la Micro-entreprise, et de l'économie de la connaissance et de startups.

RAFFINERIE D'ARZEW

Mise en service de la ligne de production et de remplissage des bidons d'huile moteur

Le Président directeur général du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a présidé, mardi, la cérémonie de mise en service de la ligne de production et de remplissage des bidons d'huile moteur à la raffinerie d'Arzew (Oran).

Cette ligne a été renouvelée, dernièrement, au niveau de l'unité de production de lubrifiants et des graisses pour moteurs. Les nouveaux équipements lui permettent de produire 1.600 bidons par heure, à partir de grains de plastique et de les remplir d'huile moteur, selon les explications fournies par les ingénieurs de ce complexe industriel. En marge de sa visite à la raffinerie de pétrole d'Arzew, M.

Hakkar a déclaré à la presse que cette unité permet de remplir 50.000 tonnes d'huile moteur par année, soulignant que cette nouvelle installation "renforcera les ventes des produits Sonatrach sur le marché national", ajoutant qu'il est possible d'augmenter la capacité de production d'huile moteur pour "couvrir les besoins des autres sociétés, publiques ou privées et la réflexion concernant l'exportation de ce produit est envisagée".

Le PDG du groupe Sonatrach a fait savoir que "l'exportation de ces bidons est possible, car ils répondent à toutes les normes internationales". Le même responsable a révélé que "l'usine de raffine-

rie d'Arzew est le seul producteur d'huiles moteurs.

Sonatrach envisage la possibilité d'ouvrir une seconde unité au niveau du projet de la nouvelle station de traitement et de raffinage de Hassi Messaoud".

Le PDG du groupe Sonatrach a précisé que la production de ces huiles et leur remplissage dépend entièrement de matières premières produites localement, notamment au niveau de la raffinerie d'Arzew, alors que les bidons sont fabriqués de matières plastiques produits par les usines pétrochimiques de Skikda.

PÉTROLE

Réunion OPEP+: éventuel maintien de l'augmentation de la production prévue en juillet (expert)

Le 20^e sommet ministériel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (OPEP+) qui se tiendra, mercredi, avec la participation de l'Algérie pour l'examen de la situation du marché pétrolier devrait maintenir la décision d'augmenter la production de 400.000 barils/jour prise à la fin juillet dernier, selon les prévisions de l'expert en questions énergétiques, Mahmah Bouziane.

Dans une déclaration à l'APS, l'expert a prévu "un ralentissement des marchés, en raison des appréhensions des pays membres de l'OPEP+ concernant l'approbation d'une éventuelle hausse de la production, et partant le maintien du rythme des augmentations mensuelles de la production estimé à 400.000 barils/jour pour les 16 mois à venir serait prévisible".

M. Mahmah prévoit, en outre, "le report de toute augmentation potentielle des quotas des pays membres à après 2022", ajoutant que le comité de suivi de l'état du marché devrait proposer à l'Opep+ le maintien du niveau de réduction de la production décidé lors de la précédente rencontre.

La 20^e réunion ministérielle des pays OPEP et non OPEP sera présidée par la 32^e réunion du comité ministériel

conjoints de suivi OPEP et non OPEP (JMMC), laquelle sera tenue d'évaluer l'état du marché pétrolier actuel à court terme, ainsi que le niveau de respect des engagements de réduction de la production pour les pays signataires de la déclaration de coopération.

Les prévisions de reconduction de l'accord d'augmentation de la production de 400.000 barils/jour, à compter du début août en cours, prise lors de la 19^e réunion de l'OPEP+ tenue à la fin juillet dernier, sont motivées par l'état actuel du marché pétrolier mondial. L'expert a relevé, dans ce sens, "un creux des prix mondial du Brent durant la période allant du 12 au 25 août en cours, avec un seuil de 71 dollars le baril, contre 65 dollars à la date du 20 août 2021". La détérioration des conditions sanitaires, économiques et logistiques pour

l'approvisionnement du pétrole et les craintes quant aux répercussions des nouvelles souches de la COVID-19 constituent des facteurs suscitant de nouvelles inquiétudes d'un éventuel recul de la demande mondiale sur le pétrole. L'expert a évoqué d'autres facteurs impactant le marché pétrolier et les prix, notamment la baisse, en juillet dernier, des importations de la Chine en matière de pétrole brut et le fléchissement de la croissance de ses exportations, outre la possibilité du recul de la demande mondiale sur le carburant en raison des nouvelles restrictions imposées par la quatrième vague de la pandémie qui touche l'Asie en général.

A cela s'ajoute "le facteur américain constamment présent", lié à la hausse du dollar américain pouvant augmenter le coût du pétrole pour les

titulaires des autres devises ainsi que l'ondulation de l'état des stocks américains de pétrole qui enregistrent actuellement une courbe ascendante et la crise profonde qui a frappé les grandes sociétés américaines.

Le chevauchement de ces facteurs a fait de l'approvisionnement en pétrole américain un facteur compliqué à analyser et à pronostiquer, voire déroutant pour les marchés", a estimé l'expert.

Concernant la tendance des prix dans la prochaine période, le même expert présume "la possibilité de la hausse des prix du baril du pétrole brut au plus haut niveau que celui actuellement (72 USD) en prévision notamment de l'amélioration de la demande sur le pétrole en Chine", ajoutant que les prix atteindront 75 USD/baril à moyen terme.

Le Brent avoisine les 72 dollars le baril à Londres

Les cours du pétrole augmentaient légèrement mercredi à quelques heures d'un nouveau sommet de l'Opep+.

Vers 09H55 GMT (10H55 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 71,95 dollars à Londres, en hausse de 0,31% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour octobre gagnait de son côté 0,32% à 68,72 dollars.

"Les participants au marché porteront aujourd'hui toute leur attention sur la réunion des ministres du pétrole de l'Opep+", explique Carsten Fritsch, ana-

lyste de Commerzbank. Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés se retrouvent par visioconférence à 15H00 GMT pour évaluer leur stratégie d'ouverture progressive du robinet d'or noir.

Le groupe a prévu lors du dernier sommet ministériel le 18 juillet d'augmenter sa production chaque mois de 400.000 barils par jour, avec pour objectif à terme de remettre sur le marché les 5,4 millions de barils quotidiens.

"Il semble bien que ce calendrier d'augmentation mensuelle de la production sera confirmé", reprend M. Fritsch, une vision partagée par nombre d'analystes. Le marché attend par ail-

leurs mercredi les données sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) plus tard dans la journée.

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), aux estimations jugées moins fiables, a indiqué que ceux-ci avaient baissé de 4 millions de barils dans le pays la semaine passée.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'Agence Bloomberg, les données publiées par l'EIA sont également attendues en baisse mais dans une proportion moindre, de 2,5 millions de barils

AUSTRALIE

Croissance de 0,7%, plus forte que prévu au deuxième trimestre

L'économie australienne a connu une croissance meilleure qu'attendu au deuxième trimestre grâce à une reprise de la demande intérieure, selon les statistiques publiées mercredi, éloignant un peu l'inquiétude de voir le pays souffrir d'une nouvelle récession après une flambée des cas de Covid-19.

La croissance du PIB s'est établie à 0,7% entre avril et juin, a annoncé le Bureau australien de statistiques, soulignant le bond de la consommation des ménages et des dépenses publiques.

Par rapport au deuxième trimestre 2020, le PIB a bondi de 9,6% mais la base de comparaison se situe au plus fort de la pandémie.

"La demande intérieure a soutenu une croissance de 0,7% sur ce trimestre, qui a vu une croissance continue de la consommation des ménages, des investissements privés et des dépenses du secteur public", a souligné Michael Smedes, responsable des comptes nationaux du Bureau. La crainte de contraction n'est cependant pas totalement écartée avec les deux plus grandes villes australiennes actuellement en confinement et les difficultés des autorités à contenir la hausse des contaminations au coronavirus.

Les chiffres publiés mercredi ne reflètent pas le plein impact des confinements à répétition de Sydney et Melbourne, ainsi que d'autres parties du pays.

La moitié des 25 millions d'Australiens sont actuellement contraints de rester chez eux, notamment les 5 millions d'habitants de Sydney confinés depuis bientôt 3 mois. L'Australie a connu l'an dernier sa première récession en près de 30 ans, mais son économie a renoué avec la croissance en fin d'année alors que l'épidémie était sous contrôle.

Depuis mi-juin, l'immense île-continent tente de juguler une vague épidémique liée au variant Delta, beaucoup plus contagieux.

Les autorités ont établi une feuille de route pour ouvrir le pays lorsque 80% des plus de 16 ans seront vaccinés, afin de relancer l'économie.

Mais les désaccords entre les dirigeants des différents Etats du pays pourraient mettre à mal ces efforts si certains d'entre eux bloquent la levée des restrictions décidées au plan national.

ETATS UNIS

Biden approuve une méga-enchère de pétrole et de gaz, un recul sur le climat

L'administration américaine a annoncé mardi qu'elle prévoyait d'ouvrir plus de 320.000 km² dans le golfe du Mexique à l'exploration pétrolière et gazière, après qu'un tribunal eut statué contre le moratoire imposé par le gouvernement dans la région.

Cette décision représente un recul important pour l'ambitieux programme climatique de la Maison blanche et a été rapidement critiquée par une coalition de groupes environnementaux.

Le Bureau de gestion de l'énergie des océans (BOEM) du ministère de l'intérieur prévoit un avis de mise en vente final en septembre, "avec une adjudication qui suivra à l'automne de cette année", a déclaré l'agence dans un communiqué.

En janvier, M. Biden avait annoncé un moratoire sur les nouveaux forages pétroliers et gaziers sur les terres fédérales dans l'attente d'une révision, alors que le démocrate cherchait à placer la crise climatique au cœur de sa présidence.

Mais en juin, un juge fédéral de Louisiane nommé par l'ancien président Donald Trump a rendu une décision obligeant l'administration à obtenir l'approbation du Congrès pour sa pause. Selon un compte rendu de décision mis en ligne, le gouvernement prévoit de mettre aux enchères jusqu'à 1,1 milliard de barils de pétrole et 125 milliards de m³ de gaz.

Le document prend note du nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat "détaillant les observations d'un changement climatique rapide dans toutes les régions du monde", mais déclare que celui-ci ne présente pas de motif suffisant pour modifier la déclaration d'impact sur l'environnement à ce stade.

À la suite de cette publication, des groupes environnementaux dirigés par Earthjustice ont poursuivi le BOEM et la secrétaire d'Etat à l'intérieur Deb Haaland.

"Cette vente est profondément décevante. L'administration Biden s'est pliée à l'industrie pétrolière en s'appuyant sur sa campagne de désinformation et de pression politique, ignorant l'urgence climatique croissante à laquelle nous sommes confrontés", a déclaré Brittany Hardy, avocat d'Earthjustice.

ZONE EURO

Le chômage poursuit sa décrue en juillet à 7,6%

Le taux de chômage de la zone euro a poursuivi sa baisse en juillet, touchant 7,6% de la population active, après 8% en mai et 7,8% en juin, a annoncé mercredi Eurostat.

Le rebond de l'économie européenne depuis le printemps, après le choc lié à la pandémie de coronavirus, se reflète sur le marché du travail. Pour l'ensemble de

l'Union européenne, le chômage a également reculé de 0,2 point sur un mois à 6,9% en juillet, selon l'office européen des statistiques. Quelque 14,6 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE en juillet, dont 12,3 millions dans les 19 pays partageant la monnaie commune. Sur un an, l'amélioration est nette. Le chômage touchait

8,4% de la population active dans la zone euro en juillet 2020 et 7,6% dans l'UE. Elle est encore plus marquée chez les jeunes (moins de 25 ans), premières victimes l'an dernier de la récession liée aux restrictions sanitaires qui ont paralysé des pans entiers de l'économie. Leur taux de chômage a chuté de 0,7 point sur un mois en juillet, à 16,5%. Il y a un

an, il culminait à 19,4%. Par pays, et pour l'ensemble de la population, le taux le plus faible en juillet a été enregistré en République tchèque (2,8%) et le plus élevé en Grèce (14,6%). Parmi les poids lourds de la zone euro, l'Allemagne affiche toujours la meilleure performance (3,6%), loin devant la France (7,9%), l'Italie (9,3%) et l'Espagne (14,3%).

CHINE

L'activité manufacturière s'est contractée en août

L'activité manufacturière en Chine s'est contractée en août pour tomber à son plus bas niveau depuis 16 mois, plombée par un rebond épidémique qui a pesé sur les chaînes d'approvisionnement, selon un indice publié mercredi.

L'indice d'activité des directeurs d'achat (PMI), calculé par le cabinet IHS Markit pour le groupe de médias Caixin, s'est établi à 49,2 points en août contre 50,3 un mois plus tôt.

Un nombre supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité et, en deçà, il traduit une contraction.

Il s'agit de la plus faible performance de cet indice depuis avril 2020, quand l'activité en Chine peinait à redémarrer après

un coup d'arrêt lié au Covid-19. Les analystes anticipaient un ralentissement mais un maintien en territoire positif (50,2).

La Chine est confrontée ces dernières semaines à un rebond épidémique lié à la souche Delta, le plus important en termes d'étendue géographique depuis l'apparition des premiers cas de Covid dans le pays fin 2019.

Le pays n'a cependant fait état mercredi d'aucun cas local de contamination sur son sol, pour le quatrième jour d'affilée, ce qui laisse à penser que la propagation est à présent contenue.

Mais la brusque dégradation des conditions sanitaires menace la reprise

économique en Chine. "Les restrictions liées au virus ont eu des conséquences sur la production, ont affaibli la demande et entraîné des difficultés en termes d'approvisionnement", a relevé Caixin.

Autre poids pour les entreprises: la hausse des prix des matières premières et l'augmentation des coûts de transport qui ont tiré les prix vers le haut.

Résultat, la situation a été critiquée sur le marché de l'emploi, les entreprises réduisant leurs effectifs faute de demande suffisante.

Le sous-indice de l'emploi est ainsi tombé en août en territoire négatif pour la première fois depuis cinq mois, selon Caixin.

GHARDAÏA ET EL MENEAA Plus de 170 agressions sur les ouvrages électriques et gaziers depuis janvier (SADEG)

Pas moins de 172 agressions sur les ouvrages d'électricités et gaziers ont été enregistrés depuis le début de l'année en cours, dans les wilayas de Ghardaïa et El Meneaa, a-t-on appris mercredi auprès de la cellule de communication de la direction de la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG).

De plus en plus répandues, ces actes connaissent une forte ascension et entraînent des préjudices financiers pour la société en pénalisant également les abonnés, a déclaré à l'APS le chargé de la communication Yahia Abbes. Ce phénomène continue à provoquer des dommages sur la qualité de service et des coupures avérées lors de ces incidents, a expliqué la même source. Ces agressions ont été souvent provoquées, par l'exécution de divers travaux effectués par des entreprises de réalisation sans tenir compte du réseau de distribution d'électricité aérien et enterré ainsi que celui de gaz, a-t-il ajouté. L'entreprise déplore le manque de coordination entre les différents services notamment lors de l'exécution de divers travaux, sans tenir compte des plans et des tracés des ouvrages et invite les entrepreneurs à se rapprocher de ses services pour éviter les cas d'agression. Le réseau de distribution de l'électricité dans les deux wilayas a subi, 104 agressions durant les huit mois écoulés, dont 87% ont été causées aux ouvrages enterrés pénalisant des centaines d'abonnés. Le réseau de gaz a subi 96% agressions sur les conduites enterrées pénalisant de nombreux abonnés, selon les statistiques de la SADEG.

Les mêmes services ont enregistré durant les huit dernières années (2013/2020) 1.804 agressions sur le réseau d'électricité et 1.484 sur le réseau gazier. Ces agressions ont généré à l'entreprise, un préjudice financier estimé à plus de 213 millions de dinars, représentant les charges de réparation des dégâts causés aux ouvrages et conduites en question. Plusieurs cas de branchements illicites sur le réseau électrique ont été également recensés, et 120 plaintes ont été déposées aux prés des services judiciaires à l'encontre des contrevenants.

Les wilayas de Ghardaïa et El-Meneaa recensent 150.893 abonnés au réseau électrique, soit un taux d'électrification de 98,87%, et disposent de 6.350 km de réseau électrique (moyenne et basse tension) et 3.384 transformateurs, selon les données de la SADEG.

JIJEL Lancement d'une campagne de nettoyage des forêts des résidus des derniers incendies

Les services des forêts de Jijel ont lancé une "vaste" campagne de nettoyage des forêts des résidus des derniers incendies enregistrés à travers la wilaya, a-t-on appris mardi des responsables locaux du secteur.

Conformément aux instructions du ministère de tutelle portant nettoyage des forêts de tous les résidus découlant des derniers incendies, les services de la Conservation des forêts ont mobilisé les moyens nécessaires pour réussir cette opération lancée depuis la région "Essadat" dans la commune de Bordj El Tahr sous la supervision directe du secrétaire général (SG) de la wilaya, a-t-on précisé.

Une convention a été conclue avec le groupement de génie rural "Babor" pour le nettoyage de toutes les régions touchées par les derniers incendies, a-t-on indiqué, ajoutant qu'il sera procédé à ce titre, à l'enlèvement et la collecte de tout le bois calciné avant de l'orienter vers une des usines de la région en plus de l'ouverture et le nettoyage des pistes en prévision des opérations de reboisement qui seront ultérieurement lancées.

Dans ce cadre, la même source a révélé que la pépinière "Kessir" dépendant de la Conservation des forêts s'est engagée à dégager environ 33.000 arbustes en prévision de la saison de plantation devant avoir lieu parallèlement avec les chutes de pluies soit en octobre prochain, en plus de 10.000 autres arbustes don du bureau des Scouts musulmans algériens SMA de la wilaya d'El Djelfa. Pour rappel, la wilaya de Jijel a enregistré dans la période allant du 1er juin au 30 août 2021, une centaine d'incendies ayant occasionné la destruction de 3.900 hectares de différents composants de forêts.

INCENDIES DE TIZI-OUZOU Plus de 1700 habitations brûlées expertisées par le CTC

Un total de 1705 habitations brûlées par les incendies du 9 août dernier à Tizi-Ouzou, ont été expertisées par les ingénieurs de l'organisme de Contrôle technique des constructions (CTC), a indiqué, mardi, le wali Djilali Doumi.

M. Doumi, qui a été installé samedi dernier à la tête de l'exécutif local, a effectué une visite de travail dans les daïras de Larbaa n'Ath Irathen et de Mekla pour s'enquérir de l'état d'exécution des mesures de prise en charge des sinistrés, décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite dans ces régions sinistrées, le wali a indiqué que "jusqu'à hier (lundi) 1705 habitations ont été expertisées et classées, selon le degré d'atteinte, par les ingénieurs du CTC.

Les listes de ces maisons ont été validées par les commissions de daïras en attendant leur validation définitive par la commission de wilaya".

Les familles qui ne se sont pas encore rapprochées des services des communes pour s'inscrire sont d'ailleurs invitées à le faire, afin d'éviter toute omission.

Le wali qui a inspecté des établissements scolaires touchés par les incendies dont les écoles primaires d'Icharidhen et d'Ait Aggoucha, a observé que les communes concernées ont pris en charge les travaux de réhabilitation qui ont déjà démarré au niveau de certaines écoles.

Selon le directeur local de l'Education Ahmed Laaloui, présent à cette visite, environ 13 établissements scolaires ont été endommagés durant ces incendies, rassurant que les travaux de réhabilitation ont déjà démarré et que ces structures seront



prêtes pour recevoir les élèves à la prochaine rentrée.

S'agissant des autres structures dégradées, notamment celles du secteur de la Santé, le wali a donné des instructions pour la réparation des dégâts causés par les feux afin de les rendre opérationnelles, ainsi que pour le recrutement du personnel nécessaire pour leur fonctionnement, comme c'est le cas pour la salle de soins du village Ath Heg.

Quant aux dégâts causés au secteur de l'agriculture, le wali a fait cas, entre autres, de plus de 14.600 ha d'oliviers et de 19.700 exploitations agricoles brûlées, les opérations de recensement n'étant pas encore clôturées.

M. Doumi qui s'est déplacé au village d'Ikhlidjen, qui a enregistré le

plus important nombre de mort durant les incendies, s'est rendu d'abord au cimetière pour se recueillir à leur mémoire avant de visiter les familles des victimes pour présenter ses condoléances, et affirmer le soutien de l'Etat, tout en leur demandant d'exprimer leur préoccupation pour les prendre en charge.

"On ne peut certes pas indemniser le dommage psychologique dont souffrent les sinistrés, mais nous leur avons exprimé notre soutien et écouté leur préoccupations afin de mieux orienter nos actions de prise en charge", a-t-il observé, ajoutant que des instructions ont été données pour l'accélération de la validation des listes d'évaluation des dégâts, pour pouvoir passer rapidement à l'indemnisation.

M'SILA Intempéries : plusieurs opérations de sauvetage (protection civile)

Les pluies orageuses qui sont tombées sur la wilaya de M'sila depuis 20h00 dans la soirée de mardi jusqu'à mercredi matin ont nécessité plusieurs interventions de sauvetage et d'évacuation par les éléments de la protection civile et enregistré un probable cas de disparition de trois personnes dans l'oued Matar à Boussaâda, qui sont actuellement recherchées, ont indiqué les services de la protection civile.

Les mêmes services ont relevé que les éléments de la protection civile dans la commune de Sidi Amer ont secouru deux personnes

encerclées par les eaux de l'oued Sidi Amer, repêché deux voitures et sauvé 3 autres personnes emportées par les crues sur une rive à Ain El Melh.

Selon la même source, dans la commune de Ben Srou, deux personnes, encerclées par les pluies dans leurs véhicules ont été sauvées de oued Larayes, et une autre voiture a été repêchée de Oued Arar, dans la commune de Djebel Amssaad.

Dans la commune de Khatouti Sed Al Djir, trois familles ont été évacuées de leurs maisons submergées par les eaux et des inspec-

tions de 15 autres maisons, inondées par les eaux de oued Korsas dans la région de Kharoub ont été signalées en plus de l'effondrement de 3 murs de maisons dans la même zone selon les mêmes services qui ont rapporté que dans la commune de d'Amedjdel, il a été procédé au pompage des eaux de pluie dans le vieux quartier et à l'inspection de plusieurs quartiers de la même commune, où le niveau d'eau a atteint environ 50 cm.

De leur côté, les services de la concession de distribution d'électricité et de gaz de la wilaya sont intervenus

pour rétablir l'électricité, qui a connu tout au long de la nuit dernière des interruptions dans de nombreuses régions de M'sila, à El Mtarfa, Ouled Madi, Boukhmissa, la zone industrielle de M'sila, El Khobana, et Amssif, Maarif et Hamam Dhlaa, a-t-on encore détaillé.

Par ailleurs, l'Algérienne des eaux (ADE) a indiqué l'arrêt de l'approvisionnement en eau potable du côté Nord de la capitale du Hodna suite à la détérioration de la pompe de Bir Lokmane, brûlée après une coupure de courant électrique.

CONSTANTINE Arrestation d'un dealer de cocaïne à la circonscription administrative, Ali Mendjeli

La brigade de recherche et d'intervention (BRI) des services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de Constantine a appréhendé un individu, âgé de 29 ans, dealer de cocaïne dans la circonscription administrative d'Ali Mendjeli, a-t-on appris, mardi, auprès de la cellule de communication et d'information du même corps constitué.

L'enquête dans cette affaire a été ouverte suite à l'exploitation d'informations selon lesquelles un individu commercialisait de la cocaïne dans le quartier où il réside, a indiqué un communiqué de presse des mêmes services, relevant que l'intensification des recherches et les investigations ont permis d'identifier l'individu et de



confirmer l'information rapportée. En coordination avec le parquet, une autorisation de perquisition du domicile du suspect a été délivrée et a permis aux enquêteurs de saisir une

quantité de drogues dures (cocaïne) et plus de 400 000 dinars, qui proviendraient vraisemblablement de la commercialisation de cette substance prohibée, a précisé la même source.

Les éléments de sécurité ont aussi saisi une balance ut ilisée par le suspect en plus d'autres fournitures, a-t-on détaillé, soulignant que le mis en cause a été transféré au siège de la BRI, où les enquêtes et les procédures judiciaires ont été parachées.

Après l'établissement d'un dossier pénal, le suspect a été présenté devant le parquet local dans l'affaire de "détention et commercialisation de drogues dures".

CLIMAT

L'ouragan Ida pourrait s'avérer le plus coûteux de l'histoire (ONU)

L'ouragan Ida, qui a balayé la Louisiane ce week-end, pourrait s'avérer la plus coûteuse catastrophe météorologique de l'histoire, a indiqué l'ONU mercredi, se réjouissant néanmoins que les mesures de prévention ont permis de limiter le nombre de victimes.

Ida a fait moins d'une demi-douzaine de morts, selon un bilan encore provisoire des autorités américaines, mais a sévèrement mis à mal le réseau électrique.

"Très souvent, l'impact économique n'est ressenti qu'après l'événement et c'est ce qui risque de se produire dans ce cas parce que nous avons vu des dommages majeurs infligés au réseau électrique en Louisiane, il y a des chances que le coût économique soit plus élevé que Katrina", a indiqué Petteri Taalas, le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, mercredi lors d'un point de presse, soulignant toutefois que les évaluations de l'impact sont toujours en cours.

"Nous ne savons pas combien cela va coûter au final", cela dépendra notamment du retour de l'électricité, a expliqué M. Taalas, mais il juge que d'ici un mois il y aura une estimation du coût final.

Katrina avait noyé sous les flots la Nouvelle-Orléans en septembre 2005, faisant officiellement 1.800 morts pour un coût économique évalué à 163,6 milliards de dollars, selon l'estimation de l'OMM, publiée mercredi dans son Atlas qui répertorie le nombre de morts et les pertes économiques dues aux phénomènes météorologiques, climatiques et hydrologiques extrêmes de 1970 à 2019.

Ce montant en fait la catastrophe météorologique la plus coûteuse de l'histoire, suivie par les ouragans Harvey et



Maria, qui ont frappé les Etats-Unis en 2017, avec un coût respectif estimé de 96,9 et 69,4 milliards de dollars.

Pour sa part, Mami Mizutori, qui dirige l'agence onusienne pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), a souligné, que le monde "multi-risques" dans lequel nous vivons "démontre le besoin d'investir plus dans la réduction des risques présentés par les catastrophes, dans la prévention".

Ida, selon elle, illustre parfaitement ce que les autorités doivent faire.

"Les pertes économiques vont être élevées, mais la bonne nouvelle c'est que pour cet ouragan Ida, qui a frappé lors de

l'anniversaire de Katrina, le nombre de morts est très, très bas", a souligné Mme Mizutori.

"Ce qui a fait la différence cette fois-ci, c'est que la ville (de la Nouvelle-Orléans) a élaboré un nouveau système de réduction des risques liés aux ouragans et aux tempêtes et a investi 14,5 milliards de dollars dans des dispositifs anti-inondation et des digues", a-t-elle insisté.

M. Taalas a expliqué pour sa part qu'à cause du changement climatique, les précipitations étaient plus fortes et que les ouragans se déplaçaient plus lentement, ce qui rend les inondations plus sévères.

ETATS UNIS Couvre-feu à la Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan Ida

La Nouvelle-Orléans était soumise à un couvre-feu mardi soir, près de deux jours après que l'ouragan Ida eut frappé les côtes de la Louisiane, seize ans exactement après Katrina qui avait fait plus de 1.800 victimes.

Quatre décès ont été confirmés et les sauveteurs ont commencé à rechercher les personnes isolées par la tempête géante.

La décrue des eaux commence à révéler l'étendue des dégâts le long de la côte américaine du Golfe du Mexique.

Un homme est également porté disparu, après avoir été apparemment tué par un alligator.

La maire de la ville, LaToya Cantrell, a déclaré sur Twitter qu'elle avait pris un arrêté imposant un couvre-feu pour la nuit à la Nouvelle-Orléans, dont la majeure partie est toujours privée d'électricité.

Des images de personnes extraites de voitures inondées et de maisons détruites circulent sur les réseaux sociaux, mais les dégâts à la Nouvelle-Orléans elle-même sont restés limités.

Une personne a été tuée par la chute d'un arbre à Prairieville.

Une deuxième est décédée en essayant de conduire dans les eaux de crue à 95 kilomètres au sud-est de la Nouvelle-Orléans, selon les autorités.

Selon le site de suivi des pannes PowerOutage.us, Ida a privé d'électricité plus d'un million de propriétés en Louisiane.

L'électricité n'était toujours pas rétablie dans la plupart d'entre elles mardi soir.

Le fournisseur d'électricité Entergy a annoncé mardi matin que l'électricité pourrait être rétablie dès mercredi, selon le New Orleans Times-Picayune. Les premiers à en bénéficier seront probablement les hôpitaux, dont beaucoup doivent faire face à un afflux de patients atteints du Covid-19, les stations d'épuration et les centres de traitement des eaux, a indiqué le journal.

Dans le Mississippi, où sont tombées des pluies torrentielles, l'effondrement d'une route a fait deux morts et dix blessés, dont trois dans un état critique, selon la police.

Le bilan des victimes devrait encore s'alourdir, a prévenu mardi le gouverneur adjoint de la Louisiane, Billy Nungesser, en particulier dans les zones côtières directement touchées par Ida.

Le président Joe Biden a déclaré une catastrophe majeure pour la Louisiane et le Mississippi, ce qui permet aux Etats d'avoir accès à l'aide fédérale.

Ida, devenue une dépression tropicale, se déplace vers le nord-est, menaçant les vallées du Tennessee et de l'Ohio.

Les scientifiques ont mis en garde contre une augmentation de l'activité cyclonique en raison du réchauffement de la surface des océans dû au changement climatique, ce qui représente une menace croissante pour les communautés côtières du monde entier.

ETATS UNIS

Washington annonce de nouvelles restrictions pour lutter contre la disparition des baleines

Le gouvernement du président Joe Biden a annoncé mardi de nouvelles restrictions pour le secteur de la pêche, destinées à protéger une espèce de baleines évoluant dans l'océan Atlantique, dont beaucoup se retrouvent prises dans les filets de pêche -- l'une des principales causes de leur mort.

Mais des groupes de défense des animaux ont immédiatement critiqué ces restrictions annoncées par l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), qui ne vont selon eux pas assez loin.

La population de baleines franches de l'Atlantique nord est estimée à 368 individus aujourd'hui.

Elle décline depuis les années 2010, et plus particulièrement depuis 2017.

Selon ces nouvelles règles, qui pren-

dront effet en mai 2022, les pêcheurs de crabes et de homards devront augmenter le nombre de casiers par lignes de pêche, afin de réduire le nombre de lignes.

Les cordes utilisées devront par ailleurs se rompre plus facilement, afin que les baleines se prenant dedans puissent plus facilement s'en défaire.

Ces mesures vont "réduire le risque" pour cette espèce menacée tout en permettant à l'industrie de la pêche de continuer à "prosperer", s'est félicité Michael Pentony, un responsable de la NOAA. Mais selon Gib Brogan, de l'ONG Oceana, l'utilisation de cordes plus fragiles est "une stratégie largement théorique" qui n'a pas été assez testée pour être déployée.

Oceana avait plutôt suggéré que les Etats-Unis suivent le modèle du Canada

en instaurant des périodes de restrictions plus étendues, sur des zones plus larges et flexibles en fonction de là où sont observées les baleines.

"On ne peut pas sauver de l'extinction la population de baleines, en rapide déclin, avec des demi-mesures comme celles-là", a estimé dans un communiqué Kristen Monsell, de l'organisation Center for Biological Diversity.

L'étranglement des baleines par les équipements de pêche constitue la deuxième cause de décès de cette espèce.

Ces cordages peuvent s'enrouler autour de leur bouche ou de leur corps, ce qui peut les ralentir, affecter leur capacité à se nourrir ou à se reproduire.

Parfois, les lignes de pêche cisailent leur peau, qui s'infecte, ou sectionnent même leurs nageoires.

BRÉSIL

Les assassinats d'indigènes augmentent de 22% en une décennie

Le taux d'homicides contre les indigènes du Brésil est passé de 15 à 18,3 pour 100.000 habitants entre 2009 et 2019, soit une hausse de 22% par rapport aux dix précédentes années, selon l'Atlas de la violence, un rapport publié chaque année par le Forum brésilien de sécurité publique (FBSP).

Néanmoins, le taux général des homicides au Brésil a baissé de 20% en une décennie, passant de 27,2 à 21,7 pour 100.000 habitants, précise le rapport réalisé en collaboration avec l'Institut de recherche économique appliquée (Ipea), sur la base des données du ministère de la Santé. Le document, qui recueille pour la première fois des données sur la violence

contre les peuples autochtones, révèle qu'un total de 2.074 autochtones ont été assassinés entre 2009 et 2019. Frederico Barbosa, chercheur à l'Ipea et l'un des responsables de l'étude, a déclaré à la presse que la recrudescence de la violence contre les Indiens est liée à la "progression des tensions" sur le territoire indigène et aux "difficultés liées à la délimitation de nouveaux territoires".

Rien qu'en 2019, 113 meurtres et 20 homicides involontaires ont été enregistrés, ce qui, ajouté aux autres cas de violence contre les peuples autochtones, a totalisé 277 cas en 2019, le double du chiffre enregistré en 2018. Le nombre de meur-

tres en 2019 représente une augmentation de 35% par rapport à l'année précédente. Dans ce contexte, la Cour suprême envisage de reprendre un procès cette semaine dans lequel elle doit se prononcer sur le droit "ancestral" à la terre défendue par les peuples autochtones.

Ces derniers craignent de perdre le soi-disant "droit originel" sur leurs terres ancestrales.

Cela pourrait rendre viable la commercialisation des terres pour l'agro-industrie et l'exploration minière, ce qui menace l'existence de groupes ethniques qui pourraient être expulsés de la région qu'ils occupent depuis la nuit des temps.

PÉROU

Au moins 32 morts dans un accident d'autocar

Au moins 32 personnes ont été tuées, dont deux enfants, et 22 autres blessées lorsqu'un autocar a plongé dans un ravin tôt mardi dans le centre du Pérou, ont annoncé les secours et la police.

Un premier bilan faisait état de 17 morts, rapidement porté à 26 puis à 29 décès. C'est le troisième accident faisant un nombre important de victimes ces quatre derniers jours au Pérou. L'autocar transportait 63 passagers et

avait quitté Huanuco (nord-est) pour se rendre à Lima. "Malheureusement, nous avons dégagé 32 corps", a annoncé le commandant de la police César Cervantes, selon lequel "l'imprudence" est à l'origine de l'accident, le conducteur "roulait à grande vitesse".

Parmi les victimes figurent deux enfants de trois et six ans. Le chauffeur qui conduisait au moment de l'accident est décédé, le second chauffeur a été placé en garde à vue. Plus tôt,

le major Freddy Loarte, qui dirige les secours, avait annoncé qu'une grue était attendue pour déplacer le bus et désincarcérer des victimes.

Dimanche, 22 personnes, selon un nouveau bilan diffusé également mardi, sont mortes et un nombre inconnu de personnes sont toujours portées disparues après la collision de deux bateaux sur une rivière de l'Amazonie péruvienne. Un des bateaux

transportait plus de 80 personnes alors que sa jauge maximale était de 30 places. Deux jours plus tôt, un autocar avait plongé dans un ravin dans le sud-est du pays, tuant 17 personnes.

Les accidents de la circulation sont très fréquents au Pérou en raison des excès liés à la vitesse, du mauvais état des routes, de l'absence de signalisation et des faibles contrôles par les autorités.

ILLIZI - COVID-19 Lancement d'une campagne de vaccination au profit du personnel de l'éducation

Une vaste campagne de vaccination anti-covid-19 a été lancée mardi dans la wilaya d'Illizi au profit du personnel de l'éducation, en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2021-2022), a-t-on appris des responsables du secteur.

Sept (7) espaces ont été aménagés au niveau des unités de dépistage et de suivi (UDS) relevant des établissements scolaires dans les différentes communes de la wilaya pour mettre en œuvre cette action préventive, a déclaré à l'APS le directeur de l'Éducation, Abd Eddaim Abd Eddaim.

Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement et l'encadrement de cette campagne, y compris des équipes mobiles de vaccination, qui sillonneront les zones reculées, a-t-il ajouté.

Parallèlement, des actions de sensibilisation sont menées via les médias et les réseaux sociaux pour inciter les fonctionnaires du secteur de l'éducation à s'impliquer dans cette mesure préventive afin d'atteindre un taux de vaccination élevé au sein du personnel.

Et en prévision de la prochaine rentrée scolaire, les services du secteur de l'éducation ont lancé des opérations de stérilisation et de désinfection des structures éducatives à travers les différentes communes de la wilaya.

TÉBESSA Vaccination de 25.000 citoyens samedi prochain selon la DSP

Pas moins de 25.000 citoyens dans la wilaya de Tébessa, seront vaccinés, samedi prochain, contre la Covid-19, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Les services locaux du secteur de la santé veillent en coordination avec plusieurs secteurs, pour prendre les dernières dispositions visant le succès du processus de vaccination élargi, décidé par les autorités supérieures du pays sous le slogan "Par la vaccination, la vie revient" dans le but d'assurer une immunité collective et atténuer la propagation du virus, a déclaré à ce propos à l'APS le directeur local du secteur Saïd Belaïd.

Il a souligné qu'un plan d'action basé sur l'exploitation de tous les moyens matériels dont des infrastructures et des équipements publics en plus de la mobilisation des personnels médical et paramédical, a été mis en place pour garantir le bon déroulement de cette campagne nationale de vaccination et l'implication de la société civile afin de sensibiliser les citoyens sur l'importance de la vaccination dans le but de stopper l'épidémie.

Environ 120.000 citoyens ont été vaccinés depuis le commencement de l'opération le début du mois de février dernier, a fait savoir le même responsable, indiquant que l'opération se poursuit à travers les structures sanitaires et certain nombre de mosquées, dans les meilleures conditions.

D'autre part, le secteur de la santé s'est renforcé au cours de la seconde quinzaine du mois d'août en cours par quatre (4) nouveaux générateurs d'oxygène ayant été mis en service à travers certain grands hôpitaux, afin d'améliorer la capacité de prise en charge des malades de la Covid-19, a fait savoir la même source.

Ces générateurs d'oxygène, ont été affectés au bénéfice des hôpitaux de Tébessa, Cheria et Bir El Ater et Bakaria et installés par de jeunes spécialistes affiliés à l'incubateur des start-ups (Innoest Compagny)", a-t-on précisé, ajoutant que l'acquisition de ces moyens, a été réalisée, grâce à des dons des bienfaiteurs, des hommes d'affaires et des investisseurs.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

447 nouveaux cas, 344 guérisons et 33 décès

Quatre cent quarante-sept (447) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 344 guérisons et 33 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 196.527 dont 447 nouveaux cas durant les dernières 24

heures, celui des décès à 5.302 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 133.739 cas.

Par ailleurs, 35 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

BORDJ BOU ARRERIDJ Vers la vaccination de 60% des citoyens contre la Covid-19

La direction de la Santé et de la Population (DSP) de Bordj Bou Arreridj compte vacciner près de 60% des citoyens de la wilaya dans le cadre de la campagne nationale de vaccination contre la Covid-19, prévue à partir de samedi prochain, pour atteindre une immunité collective, a-t-on appris mardi des responsables locaux du secteur.

Les services de la DSP "ambitionnent de vacciner un grand nombre de citoyens pour atteindre une immunité collective", a indiqué à l'APS la directrice locale du secteur, Mme Nacira Abderahim, en marge de l'installation au siège de la wilaya des membres de la commission de wilaya de la campagne nationale de vaccination programmée à partir du 4 septembre 2021 en présence de représentants de tous les secteurs concernés et la société civile.

"L'objectif est de vacciner 60% des habitants de la wilaya, soit l'équivalent de 300.000 personnes", a-t-elle ajouté.

L'opération de vaccination, qui se poursuit, a connu une grande affluence des citoyens dans



la wilaya de Bordj Bou Arreridj, permettant de dépasser le seuil de 100.000 habitants, a sa lué la responsable, notant que dans une prochaine étape, l'opération touchera le secteur de l'éducation nationale, de la formation et de l'enseignement professionnels, et de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

Pour sa part, le chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek, a fait état de la mobilisation de moyens

matériel et humain pour poursuivre l'opération de vaccination, annonçant l'ouverture davantage de centres de vaccination, dont des pharmacies, pour attirer le maximum des citoyens.

Des caravanes médicales sillonneront également les régions enclavées de la wilaya dans le but de réussir la rentrée sociale et scolaire, a-t-il poursuivi.

Le chef de l'exécutif local a salué, à cette occasion, les efforts déployés par la com-

mission de wilaya de solidarité dans la lutte contre la pandémie à travers notamment l'acquisition et le montage de deux stations d'oxygène au profit des hôpitaux Lakhdar Bouzidi et Ahmed Ben Abid au chef lieu de wilaya, en attendant le montage "prochainement" de quatre stations similaires dans les hôpitaux de Ras El Oued, Bordj Ghedir, Medjana et El Mansourah, pour rompre définitivement avec le déficit en cette substance vitale.

NÂAMA Vaccination de près de 31.000 personnes contre la Covid-19

Près de 31.000 personnes ont été vaccinées contre la Covid-19 au niveau de la wilaya de Nâama, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de la santé et de la population.

L'opération de vaccination, qui connaît une grande affluence de la part des citoyens, se déroule à travers plus de 30 centres, à l'instar des polycliniques, des salles de soins et des espaces relevant des administrations publiques.

Les établissements scolaires, les services de médecine du travail prenant en charge les travailleurs des différents secteurs, en plus d'équipes médicales mobiles ont été également mobilisés, a indiqué la même source.

La wilaya a réceptionné, mardi, une quantité importante de doses de vaccin, permettant d'accélérer la cadence de la seconde dose pour les bénéficiaires ayant



été vaccinés une première fois, a-t-on précisé, ajoutant qu'un taux de 20% de la population de la wilaya ciblée par la vaccination a reçu la première dose du vaccin contre le virus.

Par ailleurs, la DSP a mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires pour la réussite de l'opération nationale de vaccination, qui démarrera samedi prochain et ce, en

coordination avec de nombreux secteurs et des services de la wilaya, qui touchera, en particulier, les agglomérations enclavées et les zones d'ombre de la wilaya.

Elle a aussi pris toutes les dispositions pour garantir une bonne organisation de cette journée ouverte, programmée par le ministère de la santé pour le 11 septembre prochain à travers

l'ensemble des wilayas du pays, afin de vacciner le plus grand nombre de citoyens.

La seconde moitié du mois d'août en cours à Nâama a vu une augmentation dans les indicateurs épidémiologiques, ainsi que dans les cas d'hospitalisation et d'occupation des lits, soit près de 70% au niveau des services Covid, notamment dans les établissements de santé de la ville d'Aïn Sefra, a-t-on fait savoir. La même direction a indiqué que les hôpitaux de la wilaya disposent, actuellement, de quantités suffisantes d'oxygène médical et sont alimentés régulièrement en cette matière vitale, en place du renforcement du secteur de la santé, avec l'entrée en service, dernièrement, d'un générateur d'oxygène et plus de 40 concentrateurs, acquis sur le budget de wilaya et par des bienfaiteurs.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

MAROC

4.899 nouveaux cas et 109 décès enregistrés dans les dernières 24 heures

Un total de 4.899 nouveaux cas d'infection au coronavirus (Covid-19) et 109 décès a été enregistré au Maroc dans les dernières 24 heures, a indiqué mardi le ministre de la Santé.

Le nouveau bilan porte à 860.948 le nombre total des



contaminations depuis le premier cas signalé au Maroc en mars 2020, a précisé le ministre dans son bulletin quotidien sur la situation épidémiologique Covid-19.

Quant aux décès, leur nombre total est passé à 12.649 (létalité 1,5%), avec 109 nouveaux cas.

Les cas actifs sont au nombre de 54.692, tandis que les cas sévères ou critiques ont atteint 2.397, dont 58 placés sous intubation.

VIRUS

L'OMS surveille un nouveau variant, baptisé "Mu"

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) surveille un nouveau variant du coronavirus, baptisé "Mu", qui a été identifié pour la première fois en Colombie en janvier, a-t-elle indiqué dans la nuit de mardi à mercredi.

Le variant - B.1.621 d'après la nomenclature scientifique - a pour l'instant été classé comme "variant à suivre", a précisé l'OMS dans son bulletin épidémiologique hebdomadaire sur l'évolution de la pandémie.

L'OMS précise que le variant présente des mutations qui pourraient indiquer un risque d'"échappement immunitaire" (résistance aux vaccins), et souligne que des études supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre ses caractéristiques.

Tous les virus, y compris le SARS-CoV-2 responsable du Covid-19, mutent

avec le temps. La plupart des mutations n'ont que peu ou pas d'incidence sur les propriétés du virus.

Cependant, certaines mutations peuvent affecter les propriétés du virus et influencer, par exemple, sur la facilité avec laquelle il se propage, la gravité de la maladie qu'il entraîne ou l'efficacité des vaccins, des médicaments, des outils de diagnostic ou des autres mesures sociales et de santé publique.

L'apparition, fin 2020, de variants qui présentaient un risque accru pour la santé publique mondiale a conduit l'OMS à caractériser des variants à suivre et des variants préoccupants, afin de hiérarchiser les activités de surveillance et de recherche au niveau mondial.

L'OMS a décidé de nommer les variants à suivre ou préoccupants à

l'aide de lettres de l'alphabet grec, afin d'éviter toute stigmatisation d'un pays en particulier et de permettre au grand public de prononcer les noms plus facilement.

Actuellement, l'OMS considère que quatre variants sont préoccupants, dont les variants Alpha, présent dans 193 pays, et Delta, présent dans 170 pays, tandis que cinq autres variants sont à suivre (y compris Mu).

Le variant Mu a été détecté pour la première fois en Colombie en janvier.

Depuis, il a été signalé dans d'autres pays d'Amérique du Sud et en Europe.

"Bien que la prévalence mondiale du variant Mu parmi les cas séquencés ait diminué et soit actuellement inférieure à 0,1%, sa prévalence en Colombie (39%) et en Equateur (13%) a constamment augmenté", a expliqué l'OMS.

ALLEMAGNE

Le taux d'incidence sur 7 jours diminue pour la première fois depuis début juillet

Pour la première fois depuis début juillet, le taux d'incidence de la COVID-19 sur sept jours en Allemagne a baissé, passant de 75,8 cas pour 100.000 habitants lundi à 74,8 cas mardi, a indiqué l'Institut Robert Koch (RKI) pour les maladies infectieuses.

Depuis qu'il a atteint son niveau le plus bas (4,9 cas) il y a environ deux mois, le chiffre n'a cessé d'augmenter, l'Allemagne se préparant à la

quatrième vague de la pandémie de coronavirus.

Il y a une semaine, le taux d'incidence était de 58,0, selon le RKI.

Le nombre d'infections quotidiennes est resté stable ces derniers jours.

Mardi, 5.750 nouveaux cas ont été enregistrés en une journée, soit seulement trois de plus qu'il y a sept jours, selon le RKI. Si le certificat de vaccination COVID-19 apporte déjà des

avantages dans la vie sociale, il n'a jusqu'à présent joué pratiquement aucun rôle au travail. Cependant, une réglementation pourrait bientôt entrer en vigueur en Allemagne, qui permettrait aux employeurs de demander le statut vaccinal de leurs employés afin de protéger la main-d'œuvre.

"Si tout le monde est vacciné dans les espaces de bureaux décloisonnés, je peux gérer la situation différem-

ment que si 50 % des employés ne sont pas vaccinés", a affirmé lundi le ministre de la Santé, Jens Spahn, à la télévision publique ARD.

Mardi, près de 50,3 millions de personnes en Allemagne étaient entièrement vaccinées, ce qui porte le taux de vaccination du pays à 60,5 %, selon le RKI.

Plus de 54 millions de personnes dans le pays ont reçu au moins une dose de vaccin.

GHANA

Une nouvelle série de vaccinations contre la COVID-19

Le Ghana a débuté mardi le déploiement d'une nouvelle série de vaccinations contre la COVID-19 dans tout le pays, un nouveau pas vers son objectif de vacciner 20 millions de personnes d'ici la fin de l'année.

Selon le Service de sante du Ghana (Ghana Health Service, GHS), les personnes éligibles sont celles qui ont reçu une première injection de vaccin AstraZeneca entre le 10 et le 29 mars et qui attendent leur seconde dose.

Cette nouvelle campagne de vaccination fait suite à la réception de 249.600 doses de vaccins AstraZeneca du gouvernement britannique pour soutenir le programme de vaccination du pays visant à protéger la population contre la pandémie de COVID-19.

Le GHS a demandé à toutes les personnes éligibles de se présenter dans les centres de vaccination désignés à travers le pays pour leur seconde dose

au cours des cinq prochains jours. En mars, le Ghana a commencé le déploiement des vaccins anti-COVID-19 avec des vaccins AstraZeneca administrés par lots.

"A ce jour, environ 850.000 personnes ont reçu au moins une dose d'AstraZeneca, dont un peu plus de la

moitié a reçu la seconde dose", a précisé le GHS, exhortant les Ghanéens à continuer de respecter les protocoles de sécurité relatifs à la pandémie, en particulier le port approprié de masques et le respect de la distanciation sociale pour empêcher une nouvelle propagation du virus.

VENEZUELA

Campagne de vaccination à partir de l'âge de trois ans

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a annoncé mardi une campagne de vaccination contre le Covid-19 pour les personnes âgées de 3 à 18 ans, alors que dans l'ensemble du pays moins de 12% de la population a été vaccinée.

"A partir d'octobre, nous allons vacciner la population des enfants et des jeunes du Venezuela de trois ans à 18 ans, nous aurons des vaccins pour tous les enfants, adolescents et jeunes du Venezuela", a-t-il déclaré à la télévision d'Etat.

Le gouvernement ne fournit pas régulièrement les chiffres de vaccination.

Selon l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), 3,3 millions de personnes (11,62 %) ont reçu les deux doses de vaccins administrés dans le pays: le russe Spoutnik V et le chinois Sinopharm.

Près de 6 millions de personnes ont reçu la première dose.

Le plan de vaccination a été critiqué pour la lenteur de sa mise en oeuvre.

Cependant, le gouvernement a annoncé comme objectif la vaccination de 70% de la population, soit quelque 22 millions de personnes, d'ici octobre.

Selon des données officielles, le pays compte 334.343 cas de Covid-19 pour 4.019 décès, des chiffres remis en cause par les syndicats de la santé et les organisations internationales qui estiment qu'ils sont sous-évalués.

SLOVAQUIE

Fin officielle de l'utilisation du vaccin russe Spoutnik V

La Slovaquie a officiellement cessé d'utiliser mardi le vaccin russe contre le Covid-19 Spoutnik V, les six dernières personnes à l'avoir choisi ayant reçu leur deuxième dose, a annoncé le ministère de la Santé.

"Au total, plus de 18.500 personnes ont été vaccinées avec Spoutnik V", a déclaré Zuzana Eliasova, une porte-parole du ministère de la Santé.

La Slovaquie avait acheté en mars 200.000 doses de vaccin Spoutnik, devenant, après la Hongrie, le deuxième pays de l'Union européenne à utiliser ce produit qui n'a pas été autorisé par l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Cet achat avait divisé la classe politique et débouché sur la démission du Premier ministre Igor Matovic.

M. Matovic et son ministre de la Santé Marek Krajci avaient en effet été contraints de démissionner après que trois membres de la coalition quadripartite au pouvoir se furent opposés à l'achat. En outre la demande du public pour ce vaccin a été faible.

Un nouveau gouvernement dirigé par Eduard Heger, a été désigné le 1er avril.

La Russie a racheté en juillet 160.000 doses non utilisées. Dans une interview en juin, M. Heger a souligné que la décision de la Slovaquie d'acheter les vaccins russes avait été prise en raison de la pression qui existait à l'époque concernant les livraisons de vaccins.

"La décision a été prise sous l'impact très fort, probablement le plus fort de la pandémie. Nous avions besoin d'un grand nombre de vaccins", a-t-il ajouté. "Avec les informations dont nous disposons aujourd'hui, je ne pense pas qu'une telle décision aurait été prise", a-t-il affirmé.

La Slovaquie, 5,4 millions d'habitants, a enregistré un total de 394.923 cas de Covid-19 dont 12.548 décès.

UNION EUROPÉENNE

70% des adultes dans l'UE sont entièrement vaccinés (Commission européenne)

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé mardi à Bruxelles, que 70% des adultes, soit 256 millions de personnes, sont aujourd'hui entièrement vaccinées contre la COVID-19 au sein de l'Union européenne (UE).

"L'objectif initial de la Commission était de vacciner 70% des adultes avant la fin de l'été", a précisé Ursula von der Leyen.

Le bloc européen a livré assez de doses de vaccins pour

atteindre ce seuil crucial alors que la campagne de vaccination avait débuté en décembre dernier.

Mardi, Mme von der Leyen a appelé toutes les personnes non vaccinées à recevoir leur injection au plus vite afin d'éviter une nouvelle vague d'infections au COVID-19.

"La pandémie n'est pas terminée, nous devons rester vigilants", a-t-elle averti.

INFECTION URINAIRE QUE FAIRE EN CAS DE RÉCIDIVE ?

50 % des femmes souffrent d'une infection urinaire au moins une fois dans leur vie. Ce qu'il faut savoir et ce qu'il faut faire en cas de cystite.

"Les deux principaux facteurs de risque d'infection urinaire sont les rapports sexuels - du fait du mouvement du périnée et de l'ouverture de l'urètre qui augmente le risque de passage des microbes de la peau, la vulve, du périnée vers la vessie - et la déshydratation - qui concentre les germes dans la vessie - explique le Pr Neuzillet, urologue. Or, il se trouve qu'en été, statistiquement, la fréquence des rapports sexuels est plus importante, de nombreuses études l'ont établi, et les risques de déshydratation plus grands." Si l'on ne boit pas assez, les urines sont plus concentrées (en microbes) et l'on va moins aux toilettes. Un cercle vicieux, car alors les microbes - déjà plus nombreux dans des urines concentrées - restent aussi plus longtemps dans la vessie.

ON COMMENCE PAR BOIRE PLUS POUR URINER PLUS

La parade ? Le plus simple est de boire davantage tout au long de la journée pour aller aux toilettes plus souvent (l'idéal étant de ne jamais se retenir), sans oublier de jeter un coup d'œil à la couleur des urines à chaque miction : elles doivent rester claires durant toute la journée et ne pas sentir trop fort. Autre règle, plus encore pour les femmes qui sont sujettes aux infections à répétition : vider systématiquement sa vessie après un rapport sexuel.

> A savoir : plusieurs études pointent le rôle des sous-vêtements dans les infections urinaires. Évitez les strings, la dentelle et les matières synthétiques, on préfère les dessous plus couvrants et en coton.

POUR ÊTRE SÛRE : TOUJOURS UN ECBU

De nombreuses femmes pratiquent l'automédication et prennent donc des antibiotiques quand elles sont confrontées à ce qu'elles associent - à tort ou à

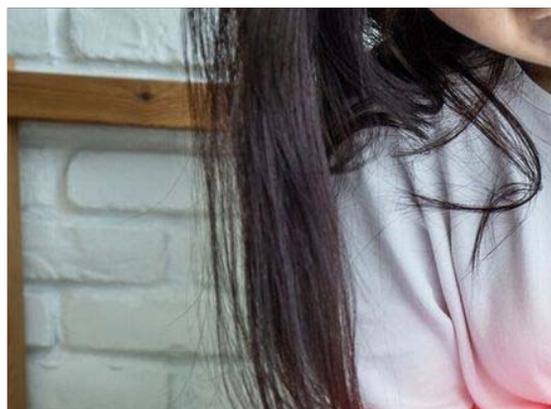
raison d'ailleurs - à une infection urinaire. "Il est important de rappeler que seule l'infection urinaire simple autorise l'automédication, prévient le Pr Neuzillet. C'est-à-dire une infection chez une femme entre 15 et 60 ans (après la puberté et avant la ménopause), après un rapport sexuel, et dont l'incidence ne dépasse pas 4 par an. Autrement dit en cas de cystite simple telle que définie médicalement."

Sorti de ce cadre, le test urinaire (examen cyto bactériologique des urines, ECBU) est indispensable, car c'est la seule façon de cibler le bon antibiotique et donc de limiter les risques d'antibiorésistance. La région PACA (qui détient la palme en volume d'antibiotiques consommés) a ainsi lancé une campagne de sensibilisation (à l'usage des femmes, mais aussi de tous les professionnels de santé) en 2019 sur les risques de résistance sévère aux antibiotiques en cas d'infection urinaire et constate, depuis, une meilleure prise en charge (avec moins de prescription et/ou d'automédication).

L'enjeu dépasse l'infection urinaire elle-même comme l'explique notre expert : "En cas d'ECBU stérile malgré des symptômes d'infection (miction douloureuse, sang dans les urines, fièvre...), on recherche les autres causes possibles (tumeur, certains médicaments). Sans cela, on risque de passer à côté d'une pathologie grave." Il recommande donc, pour les femmes sensibles, d'avoir toujours une prescription pour un test à réaliser aux premiers symptômes, avant même de contacter son médecin.

CE QU'ON PEUT FAIRE EN CAS D'ÉVÉNEMENTS PRESSANTES ET DOLÉREUSES

On se prescripe sur la bouteille d'eau ! Celles qui en ont déjà eu y pensent tout de suite devant des envies pressantes ou si l'on ne fait que quelques



gouttes, avec des sensations de brûlures. Il faut vite augmenter sa ration hydrique, en clair, boire tous les 1/4 d'heure pour diluer les éventuels microbes. Et on s'aide des vertus désinfectantes et diurétiques des plantes en infusion.

LA RECETTE DE L'INFUSION AUX FLEURS DE BRUYÈRE

Ajoutez 4 cuillerées à soupe de bruyère séchée (sommités fleuries) dans 1 litre d'eau froide.

Faites chauffer et laissez bouillir à feu doux pendant 40 minutes.

Filtrez et buvez le litre au cours de la journée.

Si vous n'avez pas de bruyère sous

la main, pensez aux sachets de tisane de thym, mélilot, eucalyptus ou busserole : 1 sachet infusé 10 minutes dans une tasse de 20 cl, 3 fois par jour et également des vertus diurétiques et antispasmodiques.

> La recette phyto de la Dre Béatrice Arnal, gynécologue

Portez ½ litre d'eau à ébullition.

Versez l'eau bouillante sur 2 cuillerées à soupe (20 g) d'un mélange de Vergerette du Canada (plante), Buchu (feuilles), Piloselle (plante), Prêle (tige stérile), mais (stigmat), fumeterre (plante), subépine (sommités fleuries).

Couvrez 10 minutes puis filtrez à travers une fine passoire. A boire (chaud ou froid) dans la journée.

QUAND LA CYSTITITE REVIENT SOUVENT

On adopte les règles d'hygiène qui protègent. Les infections urinaires sont favorisées par un apport hydrique insuffisant, le port de pantalons serrés, le stress. Donc on se méfie et on boit davantage, surtout l'été et en voyage.

On pense à la canneberge. Cette baie originaire du Canada a un effet préventif sur les infections urinaires à condition de faire des cures répétées avec un dosage suffisant : une gélule par jour dosée à 36 mg de produit actif. Il existe aussi le D-mannose, qui empêche les bactéries de s'attacher aux parois de la vessie.

INFECTIONS URINAIRES À RÉPÉTITION : UNE TOXINE ENDOMMAGERAIT L'ADN DE LA VESSIE

Une étude de l'Inserm souligne que des bactéries présentes dans les urines libèrent une toxine, qui modifie l'ADN de la vessie, occasionnant des infections urinaires à répétition. La plupart du temps, lorsqu'une infection urinaire se déclare, c'est à cause de la bactérie E. coli (80% des cas). Si les cystites sont très fréquentes, et touchent plus de 50% des femmes, elles sont chez certaines récurrentes. Au fil d'une étude, l'Inserm en collaboration avec le CHU de Toulouse, l'INRAE, l'Université Toulouse III et l'École nationale vétérinaire de Toulouse, s'est aperçu que les infections à répétition pouvaient être dues à une modification de l'ADN de la vessie. Identifiés.

Les infections urinaires concernent 150 millions de femmes par an. Pour les soigner, les antibiotiques sont souvent nécessaires.

Elles contribuent donc à un problème majeur de santé publique, dans la mesure où elles favorisent l'antibiorésistance. Pour comprendre pourquoi elles reviennent si souvent chez certaines patientes, des chercheurs ont étudié la virulence des bactéries qui les occasionnent : peuvent-elles infecter ou endommager les tissus de l'hôte ?

UNE MODIFICATION GÉNÉTIQUE DE LA VESSIE

223 adultes, touchés par une cystite due à la bactérie E. coli ont vu leurs urines analysées par les chercheurs de l'étude. Ces derniers ont identifié un biomarqueur dans 25% des cas, la colibactine, soit une toxine capable de pénétrer et d'abimer l'ADN de la muqueuse de la vessie. Cette observation a été faite sur des souris.

On parle d'un "effet génotoxique".

"Si on ne peut pas le moment que spéculer sur l'impact de ces mutations, il est probable qu'elles soient associées à un risque accru de cancer de la vessie", a précisé le directeur de l'étude Eric Oswald. Comme cette toxine a déjà été repérée dans le microbiote intestinal, comme facteur de risque du cancer colorectal, les chercheurs pensent qu'il pourrait être intéressant de lier les deux.

Ces résultats ouvrent des perspectives de traitement. "En proposant des approches thérapeutiques visant à moduler la composition de leur microbiote intestinal, qui représente le réservoir principal des bactéries E. coli mises en cause dans ces infections urinaires". A côté de cela, l'équipe travaille à élaborer des probiotiques spécialisés.

VESSIE : COMMENT EN PRENDRE SOIN AU QUOTIDIEN

CYSTITE : 9 MOYENS DE SOULAGER L'INFLAMMATION

Infection courante chez les femmes, l'infection urinaire, aussi appelée cystite, est à la fois douloureuse et invalidante. Pour soulager l'inflammation des voies urinaires et calmer les brûlures et la douleur qui accompagnent la miction, les médecines douces viennent compléter les traitements tra-

JE NE ME RETIENS PAS D'URINER

Faire pipi est un processus assez complexe qui implique un réseau de connexions entre le système urinaire et le cerveau. Quand la vessie commence à se remplir, les nerfs situés dans ses parois envoient des messages au cerveau pour l'en informer. Tout en commandant au sphincter entourant l'urètre (le canal par lequel l'urine s'évacue) de rester contracté.

Le conseil : Écoutez ces messages d'alarme, car si on tarde à le faire, leur puissance peut être faussée à la longue. Résultat, on peut éprouver l'envie d'uriner alors que l'on vient juste de le faire. Inversement, on peut ne pas en ressentir le besoin et laisser la vessie se remplir jusqu'à un possible "accident" de trop-plein.

ÉVITEZ LES INFECTIONS URINAIRES

Les infections urinaires touchent plus souvent les femmes pour des raisons anatomiques. L'urètre féminin étant plus court, les bactéries qui viennent de l'anus peuvent donc y remonter plus facilement et se retrouver plus vite dans la vessie.

Le conseil : évitez-vous toujours de l'avancer vers l'arrière. Il est aussi conseillé d'uriner après chaque rapport sexuel, afin d'éliminer les germes présents dans l'urètre.

Il y a un grand verre de jus de cranberry (240 ml) par jour. Une étude récente a en effet montré que cette consommation pendant 24 semaines d'effluve réduit les infections urinaires de 40%. Ce qui serait un bon moyen de diminuer la prise d'antibiotiques, et donc l'apparition de bactéries résistantes.

JE BOIS ASSEZ (MAIS PAS TROP)

Idealement, il faut boire 1,5 à 2 litres d'eau par jour, soit 6 à 8 verres. Car pour que la vessie fonctionne bien, il est important de boire suffisamment. À défaut, la vessie va s'habiter à recevoir de petites quantités et devenir très sensible. De plus, l'urine devient très concentrée, ce qui risque d'irriter la paroi et de provoquer cette irritable envie de faire pipi, alors que le réservoir n'est qu'à moitié rempli. A contrario, boire trop va augmenter la fréquence des mictions et, à terme, les risques d'accident (fuite urinaire). À éviter aussi : les boissons sensibles (les boissons contenant de la caféine (café, thé...)) ou des édulcorants artificiels (sodas light, ainsi que l'alcool, qui peuvent être irritants.

JE RENFORCE MON PÉRINÉE

Le plancher pelvien groupe de muscles qui s'étend du pubis au coccyx en passant par le périnée de la vessie et la maintenant. Également appelé périnée, il joue un rôle essentiel dans la fermeture du sphincter de l'urètre. Les muscles sont maintenus légèrement contractés pour empêcher les fuites d'urine et se relâchent lorsqu'on le décide.

Le conseil : pour prévenir la perte de contrôle de la vessie (et donc l'infection urinaire), il est conseillé de muscler son périnée. Comment ? En contractant très fort les muscles situés autour du vagin et du rectum (comme si on se retenait d'uriner ou de lâcher un gaz) durant 5 secondes, puis en relâchant 5 secondes. Recommencez 20 à 30 fois au minimum. Répétez la fréquence 3 ou 4 séries de quelques minutes tous les jours.

Les infections urinaires sont très fréquentes chez les femmes : on estime que 1 femme sur 10 est concernée au moins par un épisode de cystite chaque année. De plus, elles sont souvent récurrentes. En effet 20% des femmes ayant déjà eu une infection urinaire auront un nouvel épisode. On parle de cystite récurrente à partir de trois épisodes par an.

Les femmes qui sont souvent sujettes aux infections urinaires doivent connaître les gestes de prévention et savoir réagir rapidement dès les premiers signes. Pour soigner une infection urinaire rapidement, plusieurs solutions existent : on peut se soigner naturellement et sans ordonnance avec des plantes, de l'homéopathie, des huiles essentielles ou encore des oligoéléments. Bien sûr, il est important de bien s'hydrater, avec de l'eau et du jus de cranberry, dont les bioflavonoïdes anti-infectieux sont connus depuis longtemps.

Les femmes qui font des cystites de temps en temps ont plusieurs options pour enrayer l'infection (hoir beaucoup d'eau notamment). Mais parfois cela ne suffit pas et un antibiotique est nécessaire. Certains médecins acceptent de faire une ordonnance d'avance, en prévention.

Enfin, il est indispensable de consulter si les symptômes persistent au-delà de 48h ou en cas de douleurs, notamment dans le bas du dos ou que du sang apparaît dans les urines. Dans ce cas, il faut consulter rapidement afin de bénéficier d'un traitement antibiotique.

>>> Un massage du bas-ventre en cas de douleur : ce massage aux huiles essentielles apporte un réconfort assez immédiat. De plus, les actifs contenus dans l'huile de massage traversent la barrière cutanée et participent à la réduction de



l'inflammation, des spasmes, et de l'infection.

La recette : Mélanger 1 cuillerée à soupe d'huile d'olive végétale neutre (noyaux d'abricot ou jojoba) avec 2 gouttes d'huile essentielle de basilic tropical + 2 gouttes d'huile essentielle d'eucalyptus de tree tree, puis masser les bas-ventre (au-dessus du pubis) et éventuellement le dos, 3 à 4 fois par jour.

1/9 - On commence par boire de l'eau tout au long de la journée

Boire 1,5 l d'eau minimum chaque jour. La consommation abondante de boissons augmente le flux urinaire, lequel aura pour effet une diminution de la charge bactérienne. Il est également recommandé de ne jamais se retenir trop longtemps et d'uriner dès que le besoin se fait ressentir.

2/9 - On va souvent aux toilettes

Uriner régulièrement permet en effet de vider totalement la vessie. Car le problème, c'est que lorsque l'urine stagne dans la vessie trop longtemps, les bactéries s'y développent. Plus on urine, moins les germes stagnent dans la vessie.

3/9 - On supprime les aliments acides

On évite les épices, le café, les sodas, les vin blanc... La raison ? Plus l'urine est acide, plus les bactéries responsables des infections urinaires se développent, ce qui augmente le risque de cystite. La solution est donc d'alcaliniser les urines avec des aliments anti-cystite. A découvrir ici.

4/9 - Du jus de cranberry

Grâce à leur teneur élevée en proanthocyanidines de type A (polyphénols), les cranberries contribuent à limiter la fixation de certaines bactéries responsables des infections sur les parois des voies urinaires. On boit un verre de 10 cl de pur jus par jour, équivalent à la dose efficace de 36 mg de composé actif.

5/9 - Une infusion de bruyère

La bruyère est particulièrement conseillée car elle est dotée de vertus diurétiques, antiseptique et calmante des voies urinaires. En augmentant le volume urinaire, elle aide à éliminer les bactéries et à calmer l'inflammation. Comment l'utiliser ?

Laisser infuser 2 cuillerées à café rases de bruyère séchée dans 20 à 25 cl d'eau bouillante pendant 10 minutes, filtrer et boire 3 à 4 tasses par jour.

6/9 - Des huiles essentielles de clou de girofle et de citron

Le clou de girofle est anti-infectueux, il nettoie l'appareil urinaire sans déséquilibrer les flores intestinale et vaginale. Le citron jaune soutient le foie et stimule l'immunité. Comment l'utiliser ? Déposer 1 goutte de chaque huile essentielle sur une boulette de mèche de pain ou sur un comprimé neutre et avaler avec un verre d'eau, 3 fois par jour au milieu du repas, pendant 3 à 5 jours (contre-indiqué en cas de grossesse, épilepsie, insuffisance hépatique, avant 12 ans). A découvrir ici.

7/9 - Une ampoule de cuivre

Le cuivre participe au traitement de terrain des états infectieux et inflammatoires. C'est un bon complément aux thérapeutiques à base de plantes. Comment on l'utilise ? 1 à 2 ampoules par jour, sous la langue ou dans un verre d'eau, selon la marque retenue.

8/9 - Une cure de probiotiques

Cela permet de rééquilibrer les flores intestinale et vaginale grâce à des souches régulières de probiotiques, que vous orale ou locale : Médizym®, Saforelle ; Lactibiane®, PLLele.

9/9 - Quand consulter ?

Ci est la première fois que vous souffrez d'une infection urinaire ou si vous êtes enceinte, il faut impérativement consulter pour confirmer le diagnostic. Si les symptômes persistent plus de 48h, en cas de fièvre, de sang dans les urines, de douleurs dans le dos ou de récurrence plus de 3 fois par an, il convient de consulter également.

TROUBLES URINAIRES : 5 QUESTIONS QUE L'ON SE POSE

1/5 - C'est grave de se lever toutes les nuits pour faire pipi ? La plupart des gens peuvent dormir de 6 à 8 heures sans avoir besoin de se lever pour uriner. Mais ce n'est pas bien grave si vous vous levez une fois durant la nuit : la caféine, l'alcool ou tout simplement une tianise peut de temps en temps vous coucher peuvent provoquer une envie nocturne. En revanche, si vous vous levez plusieurs fois, il peut être important de consulter votre médecin. Ces envies fréquentes d'uriner peuvent être le symptôme d'un petit souci du côté des reins, de la prostate, un signe de diabète ou d'hypertension. Cela vaut le coup de vérifier.

2/5 - Pourquoi quand je mange des asperges mon urine a une drôle d'odeur ? Pas d'inquiétude à avoir : les asperges peuvent parfois donner à l'urine une odeur d'œuf pourri car, en les digérant, votre corps fabrique une molécule proche du soufre. Le poisson ou certaines épices peuvent également modifier l'odeur de l'urine. Mais si vous n'avez pas consommé ces aliments et que vous avez l'impression que votre urine a une odeur sucrée, prenez rendez-vous avec

votre médecin. Découvrez ici 12 recettes avec des asperges

3/5 - Dois-je appeler le médecin si mon urine est rosée ? A moins que vous n'avez mangé des betteraves rouges ou de la rhubarbe (des aliments qui colorent les urines en rose), il vaut mieux appeler votre médecin rapidement car ce couleur rosée est peut-être due à la présence de sang dans vos urines. Le médecin vous prescrira les examens nécessaires car ce sang peut être le signe de calculs rénaux, d'un cancer de la vessie ou d'une hémorragie interne. Attention : si votre urine est trouble, il faut également faire une analyse d'urine car cela peut-être le signe d'une infection. Découvrez ici les 9 couleurs de votre urine

4/5 - Si je me retiens, est-ce que je risque l'infection urinaire ? Chez les femmes surtout, le fait de ne pas aller assez régulièrement aux toilettes peut provoquer une infection urinaire ou de la vessie. Moins on urine, plus les germes stagnent dans la vessie. Alors, filez aux toilettes dès que l'envie se fait sentir

et au moins toutes les 3-4 heures. Ne vous retenez pas sous peine de concentrer les urines et de créer un milieu propice à la multiplication des bactéries. En moyenne, on doit aller aux toilettes entre 6 et 8 fois par jour. Mais si vous avez beaucoup de café ou de thé (qui sont très diurétiques), ou que vous suivez un traitement médical pour l'hypertension il n'est pas étonnant d'y aller une dizaine de fois dans la journée. Découvrez ici 10 façons de soigner une infection urinaire

5/5 - Si j'ai mal quand j'urine, c'est forcément une infection urinaire ? Des brûlures au moment de la miction sont, certes, l'un des signes les plus évidents d'une infection urinaire. Mais la brûlure en urinant peut également être provoquée par une infection sexuellement transmissible, ou un calcul rénal qui s'est déplacé près de la vessie. Mais quelle que soit la cause, il faut toujours consulter votre médecin lorsque le fait d'aller aux toilettes est douloureux. Découvrez ici les régimes à éviter pour ne pas avoir de calculs rénaux

MÉDIATION DE L'ALGÉRIE DANS LE DOSSIER DU BARRAGE DE LA RENAISSANCE

Les déclarations de la partie soudanaise "très positives" (Lamamra)

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a indiqué mardi à Alger que la partie soudanaise avait exprimé une position "très positive" concernant les efforts consentis par l'Algérie dans le cadre de sa médiation dans le dossier du barrage de la renaissance.

A une question sur la médiation de l'Algérie dans le dossier du barrage de la renaissance, lors d'une conférence de presse animée avec son homologue libyenne, Najla El Manqoush, au terme de la réunion des pays voisins de la Libye, M.

Lamamra a précisé que les déclarations du Premier ministre soudanais, Abdalla Hamdok, étaient "très positives" puisqu'il a salué les efforts de l'Algérie dans ce dossier.

Cela encourage l'Algérie à poursuivre ses efforts dans ce sens jusqu'au règlement du différend, a-t-il ajouté.

En effet, le Premier ministre soudanais, Abdalla Hamdok, a salué l'initiative entreprise par l'Algérie pour résoudre la crise du barrage de la renaissance, prévoyant qu'une "solution à cette crise sera trouvée prochainement dans le cadre du droit international".

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision saoudienne "Al Sharq", M. Hamdok a affirmé que son pays "apprécie les efforts des dirigeants algériens" dans le cadre de l'initiative visant à résoudre la crise du barrage de la renaissance.

Il a indiqué, toutefois, que "le Soudan sera exposé à un grand danger s'il arrivait quoi que ce soit au barrage de la renaissance éthiopien", précisant qu'il n'existe pas de "solution militaire" pour les différends avec l'Éthiopie au sujet des frontières ou du barrage.

Ayant conduit avec succès plusieurs médiations internationales pour le règlement de nombreuses crises, et souhaitant parvenir à une solution à la crise du barrage, l'Algérie a lancé récemment une initiative pour la tenue d'une rencontre entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie en vue de régler leurs différends autour de ce dossier. Cette démarche a été favorablement accueillie par ces derniers.

Le 3 août, le Président Tebboune s'était dit "optimiste" quant au succès de l'initiative algérienne concernant ce dossier, appelant les pays concernés à "coopérer" et à faire prévaloir la raison pour un règlement pacifique de la crise.

M. Lamamra a effectué, fin juillet, une tournée africaine qui l'a conduit en Éthiopie, au Soudan et en Égypte pour connaître les positions des parties directement concernées par le dossier et s'enquérir des développements dans la région. Lors d'une conférence de presse après sa tournée, M. Lamamra a affirmé que "l'Algérie est disposée à aider l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie à revenir à une situation normale dans les négociations sur le barrage de la Renaissance", afin de parvenir à une entente qui permette aux trois peuples de bénéficier de cette ressource précieuse de manière organisée, transparente et équitable".

APS

UNION AFRICAINE

Lamamra: « l'octroi à l'entité sioniste du statut d'observateur à l'UA une décision qui porte préjudice à l'unité de l'UA »

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a affirmé mardi que l'octroi à l'entité sioniste du statut d'observateur à l'Union africaine (UA) était une décision administrative qui porte préjudice à l'unité de l'organisation panafricaine.

En réponse à une question sur les derniers développements liés à la décision de la Commission de l'UA d'accorder à l'entité sioniste le statut d'observateur à l'organisation, M. Lamamra a précisé que "c'est là une décision qui porte préjudice à l'unité de l'organisation et à l'action africaine commune".

Il a en outre souligné que "la crédibilité de l'UA ne peut être construite dans les fora internationaux en déclarant un principe et en faisant le contraire", alludant à la contradiction entre le soutien de l'organisation panafricaine à la cause palestinienne et la décision du président de sa Commission, d'accorder le statut d'observateur à une entité occupant les territoires palestiniens.

La déclaration du chef de la délégation algérienne et st intervenue lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue libyenne, Najla El Manqoush au terme des tra-



vau de la réunion des pays voisins de la Libye.

Le ministre a également ajouté que les choses étaient plus claires qu'auparavant, rappelant la dernière position des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui se sont opposés à cette décision.

L'Algérie est l'un des grands soutiens de l'UA et est soucieuse de sa unité et de l'unité de l'Afrique, a-t-il souligné rappelant à ce propos qu'il y a des concertations entre les pays africains autour de ce dossier, qui "permettront à l'UA de prendre un nouveau départ concernant cette question".

"Nous souhaitons vivement que les esprits et les consciences s'éveillent et que des décisions soient prises afin de préserver la crédibilité de l'Afrique et l'unité de l'UA", d'autant que des pays amis qui ont un poids politique considérable soutiennent entièrement la position algérienne.

LIBYE

Lamamra: « le succès des élections libyennes créera un climat favorable à la réussite du Sommet arabe »

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a estimé mardi à Alger que le succès des élections libyennes, prévues en décembre, "créera un climat favorable" à la réussite du Sommet arabe.

Animant une conférence de presse avec son homologue libyenne, Najla El Manqoush, au terme de la réunion des pays voisins de la Libye, tenue à Alger, M. Lamamra a précisé que "le succès des élections libyennes, prévues avant

la fin de l'année, créera un climat favorable à la réussite du Sommet arabe".

Pour le chef de la diplomatie algérienne, "si le défi est relevé et qu'un retour à la normale est possible en Libye avec sa participation au Sommet arabe et à l'action arabe commune, la solidarité entre les peuples arabes concourra à la réussite du Sommet arabe". La réussite du sommet est également tributaire d'autres éléments, a poursuivi M. Lamamra, évoquant "les concertations en cours dans le cadre de

l'action arabe commune au service de la cause palestinienne". Après avoir insisté sur "l'attachement à l'initiative arabe de paix", le ministre des Affaires étrangères a affirmé que "la solidarité avec le peuple palestinien est le ciment de la solidarité entre les pays du monde arabe et de l'action arabe commune".

"Le Sommet arabe devrait se tenir à la date prévue", a dit M. Lamamra. "L'Algérie est prête à l'abriter et des efforts sont en cours pour en assurer le succès", a-t-il ajouté.

BURKINA FASO

Révision du code électoral: la commission électorale veut une large consultation



La nouvelle équipe de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Burkina Faso a plaidé devant le chef de gouvernement, Christophe Joseph Marie Dabiré, pour une large consultation autour de la révision du

code électoral, ont rapporté mercredi des médias.

"Nous sommes une institution chargée principalement de l'organisation démocratique des différentes opérations électorales.

Pour cela, nous avons

besoin de soutien sur le plan financier, budgétaire et logistique", a indiqué le président de la CENI, Elysée Ouédraogo.

Aussi, le premier responsable de la CENI a expliqué que sa structure attend l'aboutissement des différentes consultations relatives à la révision du Code électoral.

Il a, de ce fait, exhorté l'Exécutif mais aussi le Parlement à œuvrer davantage dans la dynamique d'offrir à la CENI un cadre juridique à même de faciliter et de rendre plus crédibles les opérations de vote au Burkina Faso.

Cette crédibilité, selon lui, passe a priori par une large consultation avant toute modification de l'ac-

tionnel Code électoral. L'institution en charge de l'organisation des élections au Burkina Faso poursuit sa tournée de présentation des membres de sa nouvelle équipe.

Le mardi 31 août 2021, M. Ouédraogo, ainsi que l'ensemble des nouveaux commissaires se sont entretenus avec le chef du gouvernement, Christophe Joseph Marie Dabiré.

Selon le président de la Commission l'entretien a permis de présenter le bureau permanent de la CENI au Premier ministre et dans le même élan, solliciter l'accompagnement du gouvernement en vue de réussir au mieux les missions assignées à son institution.

ONU Guterres appelle à mettre fin au racisme à l'occasion de la Journée internationale des personnes d'ascendance africaine

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé mardi à mettre fin au racisme à l'occasion de la toute première Journée internationale des personnes d'ascendance africaine, qui tombe le 31 août de chaque année.

"Cette journée est une célébration des énormes contributions des personnes d'ascendance africaine à tous les domaines de l'activité humaine.

C'est une reconnaissance attendue depuis longtemps des injustices profondes et de la discrimination systémique que les personnes d'ascendance africaine ont endurées pendant des siècles et auxquelles elles continuent d'être confrontées aujourd'hui.

Et c'est un appel urgent à l'action pour que chacun, partout, s'engage à éradiquer le mal du racisme", a-t-il déclaré

dans un message. "Vingt ans après la Déclaration et le Programme d'action de Durban, et à plus de la moitié de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, nous vivons un élan sans précédent pour mettre fin au fléau mondial du racisme.

Nous ne devons pas gaspiller cette opportunité", a souligné M. Guterres.

Selon le chef de l'ONU, reconnaître l'héritage enraciné de l'esclavage, réparer les torts de l'histoire et briser le mensonge maléfique de la suprématie exigent de la



persévérance et des actions chaque jour, à tous les niveaux, dans toutes les sociétés. "Ensemble, engageons-nous à faire notre part et à faire avancer la promesse d'égalité, de justice et de dignité pour tous", a-t-il conclu.

IRAK L'Irak est prêt à organiser les élections parlementaires comme prévu, selon son PM



Le Premier ministre irakien Moustafa Al-Kadhimi a confirmé mardi que tous les préparatifs étaient en cours pour la tenue des élections parlementaires prévues le 10 octobre.

"Il ne reste que quelques semaines avant les élections, et tout est prêt pour la tenue du processus électoral anticipé", peut-on lire dans un communiqué du bureau des médias de M. Al-Kadhimi diffusé lors de la réunion hebdomadaire du cabinet. M. Al-Kadhimi a déclaré attendre avec impatience une participation large et active et a appelé les citoyens à se mobiliser, soulignant que la faible participation des élec-

teurs aux élections précédentes a entraîné de nombreux problèmes dans le processus politique du pays.

Il a indiqué que la récente décision prise par le religieux chiite Moqtada al-Sadr de revenir sur sa décision précédente de boycotter les élections parlementaires est une étape positive pour les élections.

M. Al-Kadhimi a également appelé tous les autres partis qui ont boycotté les élections à changer d'avis. La semaine dernière, M. Al-Sadr a décidé de retourner aux élections, revenant sur sa décision de juillet de se retirer des élections, qu'il avait critiquées à l'époque parce qu'elles étaient entachées de "corruption rampante et de concurrence déloyale entre les partis politiques".

L'Irak doit organiser des élections anticipées le 10 octobre 2021 en réponse aux manifestations antigouvernementales contre la corruption et le manque de services publics.

Les précédentes élections parlementaires en Irak ont eu lieu le 12 mai 2018, et les prochaines élections étaient initialement prévues pour 2022.

BÉLARUS 12 ans de prison requis contre la figure de l'opposition Maria

Le Parquet biélorusse a requis mardi 12 ans de prison à l'encontre de Maria Kolesnikova, l'une des grandes figures de la contestation, accusée d'avoir voulu renverser le gouvernement du président Alexandre Loukachenko.

Emprisonnée depuis 11 mois, cette grande figure de l'opposition au président biélorusse est jugée aux côtés de son ex-avocat, Maxime Znak.

Ils sont tous deux accusés de "complot visant à s'emparer du pouvoir", d'"appels à des actions portant atteinte à la sécurité nationale" et de "création d'une formation extrémiste".

"Kolesnikova et Znak encourent jusqu'à 12 ans de prison. Les délibérations à huis

ETATS UNIS Le Texas adopte une loi controversée sur l'accès au vote

Le Parlement texan, à majorité républicaine, a adopté mardi une loi électorale controversée accusée de restreindre le droit de vote des minorités.

Cette loi, qui vise officiellement à rendre les élections plus sûres sur la base d'allégations infondées de fraudes massives à la présidentielle de 2020, interdit notamment le vote en "drive-in" et instaure de nombreuses restrictions aux horaires de vote et au vote par correspondance.

Pour les détracteurs du texte, ces restrictions visent surtout des dispositions facilitant le vote des minorités, notamment les Afro-Américains, généralement plus favorables aux démocrates.

Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a annoncé dans un communiqué mardi qu'il promulguerait la loi.

Depuis janvier, au moins 18 Etats ont adopté 30 lois électorales restrictives et des dizaines d'autres sont en cours d'examen, selon le groupe de réflexion Brennan Center for Justice.

Ce processus s'est accéléré dans les Etats républicains sur fond d'accusations, jamais démontrées, de fraudes électorales massives martelées par Donald Trump depuis la présidentielle de novembre 2020.

Une cinquantaine d'élus démocrates du Texas avaient fui cet Etat mi-juillet pour empêcher sa Chambre des représentants d'atteindre le nombre d'élus minimum pour soumettre la loi au vote (quorum).

Mais le gouverneur a convoqué deux sessions spéciales d'affilée et les démocrates sont petit à petit revenus, permettant finalement d'atteindre un quorum le 19 août.

La loi a ainsi été débattue et adoptée mardi.

"Ce n'est pas le moment d'abandonner.

C'est le moment d'adopter un droit de vote fédéral", a réagi mardi sur Twitter l'ancien candidat aux primaires démocrates pour la présidentielle, Beto O'Rourke, en référence à un texte adopté par la Chambre des représentants des Etats-Unis mais qui risque d'être bloqué par les républicains au Sénat.



clos ont eu lieu aujourd'hui et le procureur a requis cette peine", a indiqué le service de presse de Viktor Babaryko, autre grand rival du président Alexandre Loukachenko lui-même condamné à 14 ans de prison en juillet et pour lequel les deux accusés ont travaillé.

Lors de l'audience de mardi, "Maxime s'est exprimé sur la partie juridique et Maria a eu une intervention plus émotionnelle.

Elle a parlé de ses valeurs et de celles de l'équipe de Babaryko", a encore indiqué cette source. Le procès de Mme Kolesnikova, 39 ans, a commencé début août. Le verdict dans cette affaire devrait être prononcé le 6 septembre.

Maria Kolesnikova avait été arrêtée en septembre après avoir résisté de manière spectaculaire à une tentative des autorités de l'expulser de son propre pays en sautant d'une fenêtre de voiture et déchirant son passeport.

Depuis la réélection contestée du président Alexandre Loukachenko il y a un an, des milliers d'opposants ont été arrêtés ou ont dû s'exiler.

AFGHANISTAN Le Qatar demande aux talibans de s'engager contre le "terrorisme"

Le Qatar a demandé mardi aux talibans de s'engager dans la lutte contre le "terrorisme" et de former un gouvernement "inclusif" après le retrait des Américains d'Afghanistan.

"Nous avons souligné l'importance de la coopération pour combattre le terrorisme (...) et l'importance de la coopération des talibans dans ce domaine", a déclaré à Doha le chef de la diplomatie Mohammed

ben Abderrahmane Al-Thani lors d'une conférence de presse avec son homologue allemand Heiko Maas. Le Qatar avait joué le rôle de médiateur dans le processus de paix entre le gouvernement afghan et les talibans avant la prise le 15 août du pouvoir en Afghanistan par le mouvement.

"C'est notre rôle de tous les jours, les exhorter à former un gouvernement inclusif

qui comprend toutes les parties et n'en exclut aucune", a dit le ministre qatari.

"Durant nos discussions avec les talibans, il n'y a pas eu de réponse positive, ni négative.

L'Etat du Qatar continuera à ouvrir des canaux de communications avec toutes les parties en Afghanistan et nous espérons aboutir à un consensus national". Les talibans

ont fêté mardi leur victoire en Afghanistan après le départ dans la nuit des derniers soldats américains, qui a mis fin à 20 ans d'une guerre dévastatrice et ouvre un nouveau chapitre rempli d'incertitudes pour le pays. Des coups de feu victorieux ont éclaté à Kaboul à l'annonce du retrait final de l'armée américaine, salué comme un succès "historique" par les talibans.

PROJET DE LOI SUR L'AUDIOVISUEL

Promouvoir l'image et la voix de l'Algérie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (Belhimer)

Le Projet de loi sur l'audiovisuel est a même de contribuer à la promotion de l'image et de la voix de l'Algérie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, a affirmé le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, relevant l'importance de trouver des mécanismes juridiques permettant à l'Etat de s'acquitter de toutes ses missions en matière de régulation et d'organisation du secteur.

Dans un entretien à l'APS, M. Belhimer a déclaré que le Projet de loi sur l'audiovisuel visant globalement à créer un climat régulé et incitatif pour les activités audiovisuelles publiques et privées, "est à même de contribuer à la promotion de l'image et de la voix de l'Algérie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur".

"La mise en oeuvre de la loi requiert une actualisation régulière et son respect par les professionnels et les investisseurs en s'appuyant aux valeurs citoyennes et à l'auto responsabilité qui constituent des garanties majeures pour le développement du champ médiatique et pour en faire un instrument efficace en vue de consolider les constantes de la nation et contrer les attaques systématiques qu'elles subissent, notamment via internet", a soutenu le ministre.

Déplorant des dépassements et des infractions juridiques et professionnels, le ministre a fait observer que l'audiovisuel est l'un des domaines sensibles, "qui exige de trouver des mécanismes juridiques permettant à l'Etat de s'acquitter de toutes ses missions en matière de régulation et d'organisation de ce secteur, en proie à des activités contraires à la loi, à la logique et au professionnalisme".

"Aux fins de combler les lacunes juridiques et remédier aux situations anarchiques enregistrées, a été institué l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA), un organisme doté de la personne morale jouissant de l'autonomie financière et dont les prérogatives incluent la régulation, le contrôle, la consultation et le règlement des litiges", a ajouté M. Belhimer.

A ce propos, il a fait savoir que les dispositions du projet de loi visaient à conférer la transparence et la légitimité nécessaires aux activités audiovisuelles, par l'adoption notamment de cahiers de charges sous forme d'accords encadrés par la loi qui obligent les chaînes aussi bien publiques que privées à se conformer à la loi et à respecter l'éthique et la déontologie.

Les établissements s'enga-

gent ainsi à éviter le monopole à travers le respect par chaque actionnaire de la condition de ne détenir, au maximum, que 33 % des parts, tout en assurant le droit de préemption au profit de l'Etat.

Il s'agit également de définir, avec précision et transparence, les sources de financement, de prévenir toute source de financement ambiguë ou suspecte, et de préciser la nature de la chaîne, son identité, ses objectifs et le contenu de ses programmes.

Pour assurer la mise en oeuvre de ces dispositions, le projet de loi, souligne le ministre "prévoit des ajouts indispensables, dont l'élargissement de son champ d'application aux chaînes thématiques et/ou générales soumises obligatoirement au droit algérien, la possibilité pour le secteur public de contribuer au capital des services privés autorisés, l'octroi d'agréments selon des conditions strictement définies pour la création et l'exploitation des services de communication audiovisuelle (relevant du secteur public ainsi que ceux autorisés, y compris les activités des web radios et de télévision), la simplification des conditions de renouvellement des agréments pour l'exploitation immédiate des services audiovisuels et la mise des services web radio et de télévision au même pied d'égalité que les services audiovisuels autorisés.

Dans ce sens, M. Belhimer a mis en avant l'importance "de deux types de cahiers des charges, un cahier de conditions générales fixant les règles imposables aux services audiovisuels et un cahier de conditions spécifiques définissant la relation contractuelle entre l'ANIRA et les établissements de programmes privés", rappelant que c'est l'ANIRA qui est chargée du suivi de la mise en oeuvre de ces cahiers par les chaînes, publiques et privées, en toute objectivité, transparence et impartialité".

Le ministre de la Communication a mis en avant, également la nécessité de "mettre en place des règles juridiques et des mesures disciplinaires susceptibles de mettre fin aux situations



d'anarchie et de combler les vides juridiques exploités par des chaînes privées dont les sièges sociaux se trouvent à l'étranger, et partant soumis au droit étranger, alors que leur activité est exercée en Algérie, ses personnels sont algériens et leurs programmes sont destinés aux téléspectateurs algériens", a-t-il relevé.

Il s'agit, en outre, de règles visant à organiser et rationaliser les dépenses et à suivre le processus des opérations financières et fiscales liées à l'activité audiovisuelle, mais aussi de faire face aux pratiques illégales telle la création de lobbies soumis à l'argent et à d'autres dépassements graves comme le marchandage, le chant age et l'atteinte à la vie privée, a-t-il encore précisé.

Evoquant l'accompagnement de la promulgation de la nouvelle loi, M. Belhimer a fait état de "l'élaboration d'un projet d'arrêté portant conditions générales imposables à tout service de télédiffusion en adéquation avec la Constitution 2020 et avec les deux nouveaux textes de l'information et de l'audiovisuel".

Ce texte "vise à contribuer au renforcement du respect des libertés fondamentales tels la liberté d'expression et les droits de l'homme et les exigences de la gestion démocratique de la société, en l'occurrence le pluralisme et la transparence, en sus des celles de la préservation de la sécurité, de l'ordre public et des intérêts supérieurs de la nation", a expliqué le ministre ajoutant qu'il fixe par ailleurs les engage-

ments éthiques en matière de traitement professionnel de l'information, de la programmation et de la diffusion des contenus ainsi que la soumission au contrôle de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel et la mise en oeuvre de ses recommandations".

En ce qui concerne le projet de loi organique sur l'information, le ministre a indiqué que "vu l'importance de la communication et du rôle de l'information, notamment au regard des mutations nationales profondes et des développements internationaux effrénés, les dispositions de la Constitution 2020 en ont fait des domaines importants à organiser en vertu d'une loi organique qui consacre la pratique démocratique et détermine et règle les droits et libertés, tout en garantissant le service public et l'intérêt national".

Pour M. Belhimer, "l'adaptation de la loi organique sur l'information à cette vision et aux nouvelles orientations s'est révélée plus que nécessaire en vue de promouvoir le droit à l'information, de renforcer l'exercice journalistique en toute liberté et responsabilité et de se diriger vers une information électronique positive et efficace, à laquelle font recours des milliards de personnes, notamment les jeunes".

Il a ajouté, à cet égard, que "la prise en charge de ces aspects implique de donner une dimension innovante à la loi organique sur l'information, basée, d'une part, sur des principes et des règles indis-

pensables à la gestion du secteur conformément aux données susmentionnées et aux normes internationales, et laissant, d'autre part, la place à la prise en charge de développements potentiels".

Par ailleurs, M. Belhimer a indiqué que ce projet de loi "insiste sur le respect de l'identité et des fondements de la nation et consacre les principes de la profession, notamment dans le cadre des dispositions des articles 54 et 55 de la Constitution, garantissant la liberté de la presse sous toutes ses formes, y compris électroniques et le droit du journaliste à l'accès aux sources d'information, et stipulant que le délit de presse ne peut être sanctionné par une peine privative de la liberté".

Des dispositions qui autorisent la création de journaux et de publications par simple déclaration et qui combattent les discours de violence, de haine et de discrimination.

"Les constats de l'application de la loi organique de 2012 et les lacunes enregistrées ont constitué un élément important dans la révision de cette loi, notamment au regard de la difficulté de mettre en oeuvre la fonction d'autorégulation confiée au comité d'éthique et de déontologie, ainsi que ceux liés à l'Autorité de régulation de la presse écrite", a relevé encore le ministre.

Outre l'ANIRA, le texte propose la création du Conseil national de la presse, un organe consultatif et un mécanisme pratique qui contribue à la prise de décision sur les politiques et stratégies visant à développer la presse écrite et électronique", a souligné le ministre faisant état également d'autres mécanismes proposés, notamment un comité d'éthique et de déontologie exclusivement formé de journalistes, et qui exerce ses missions dans les cadres de la loi et des traditions liés à la profession de journalisme, en tenant compte des valeurs et us de la société mais aussi des grandes transformations dans divers domaines.

Concernant la prérogative d'accorder le statut de journaliste par la remise de la carte professionnelle, M. Belhimer a indiqué qu'elle sera pris en charge par un "comité composé de représentants des organisations de journalistes et des organisations d'éditeurs", expliquant que le nouveau organigramme du secteur de la communication et de la profession de l'information repose globalement sur une autorité indépendante de régulation de l'activité audiovisuelle et un organe d'autorégulation indépendant, dont les membres sont exclusivement des représentants professionnels.

APS

CULTURE

Le projet de film "La main de Meriem" remporte le Prix du soutien à la Post-production

Le projet de film algérien "La main de Meriem" de Yahia Mouzahem a décroché lundi en Jordanie un Prix de 10.000 USD, offert par MAD SOLUTIONS, avec des garanties de distribution dans le monde arabe, a-t-on appris mardi auprès du Centre algérien de développement du cinéma (CADC), également producteur du film.

Le portail de commercialisation des projets de films a offert, au titre de la

deuxième édition des "Journées de Amman pour les réalisateurs de films", une chance aux participants sélectionnés de présenter leurs projets durant quatre jours devant un Jury indépendant composé de professionnels de l'industrie cinématographique.

Le Festival avait annoncé sur son site électronique "la sélection de 13 projets sur 45 propositions de participation aux portails de commercialisation de la deuxième

édition des Journées d'Amman pour les réalisateurs de films". Les acteurs de ce long métrage, qui bénéficie du soutien du ministère de la Culture et des Arts, viendront au bout du tournage dans une semaine, avant que le produit ne rentre dans la phase de post-production. Rédigé par Youcef Baaloudj, le scénario du film retrace l'aventure, agrémentée de scènes comiques, d'un groupe d'étudiants en voyage vers le Sud algérien.

CORONAVIRUS - ENTREPRISES

Google repousse le télétravail jusqu'en 2022

La compagnie Google a repoussé le retour de 100 % de ses employés au travail dans ses locaux jusqu'en 2022, et ce, après une décision similaire, prise en 2020, qui avait fixé la date de leur retour au mois d'août dernier.



La décision de la compagnie américaine a été prise dans un contexte de hausse des taux d'infection aux nouveaux variants du coronavirus dans le monde, marquant les prémices d'une quatrième vague épidémique, depuis le mois dernier.

Le géant américain a déclaré dans un communiqué, publié mardi soir, que ses employés peuvent continuer à travailler à distance jusqu'à l'année pro-

chaine. Une décision similaire a d'ailleurs été prise par d'autres sociétés technologiques telles que Facebook et Amazon.

Le communiqué cite les propos du PDG de Google, Sundar Pichai, qui a déclaré que les employés de l'entreprise à travers le monde, ne seront pas tentés de retourner dans leurs bureaux avant le 10 janvier 2022, au plus tôt.

Pichai a déclaré qu'après le

10 janvier prochain, "nous permettrons aux pays et aux sites de prendre des décisions concernant le moment pour mettre fin au travail à domicile en fonction des conditions locales, qui varient considérablement d'un pays à l'autre".

Et d'ajouter : "Les employés recevront un préavis de 30 jours, avant de leur demander de revenir au travail depuis leurs bureaux".

SCIENCES - EXPOSITION

Le plus grand tricératops connu exposé à Paris avant une vente aux enchères



"Big John", le plus grand tricératops connu, vieux de plus de 66 millions d'années et doté d'un squelette de 8 mètres de long, est exposé à Paris jusqu'au 20 octobre, avant une vente aux enchères prévue le lendemain.

Estimé entre 1,2 et 1,5 million d'euros, ce spécimen unique pour cette taille, complet à plus de 60% (75% pour le crâne), a été découvert en 2014 aux Etats-Unis, dans le Dakota du sud, par le géologue Walter W. Stein Bill.

La restauration du fossile a été réalisée à Trieste (en Italie).

L'animal préhistorique a vécu dans Laramidia, une île-continent disparue qui s'étendait de l'actuelle Alaska jusqu'au Mexique.

Sa mort dans une plaine inondable, probablement après un combat comme l'in-

dique une lacération près du crâne, a permis la conservation du squelette dans la vase, un sédiment sans activité biologique.

Cette vente intervient alors que l'engouement pour les squelettes de dinosaures ne se dément pas.

Les prix atteignent des sommes record, au grand dam des musées et centres de recherches, souvent dans l'impossibilité de surenchérir.

En octobre, un rare squelette d'allosaure, l'un des plus anciens dinosaures, considéré comme le "grand-père" du redoutable T-Rex, a été adjugé à Paris à un peu plus de 3 millions d'euros alors que quelques semaines avant, à New York, un squelette de T-Rex de 67 millions d'années a été vendu 31,8 millions de dollars, pulvérisant ainsi les records pour un dinosaure.

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Boumerdes

Daira de ISSER

Commune de CHABET-EL-AMEUR

N° d'identification fiscale : 098435145072713

Avis d'appel d'offres national ouvert, n° 02/2021

Le président de l'Assemblée Populaire Commune de CHABET-EL-AMEUR, lance un avis d'appel d'offres national ouvert conformément aux dispositions des articles 34,39,40,42 et 43 Du décret présidentiel N° 15-275 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, il sera publié dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et en deux quotidiens nationaux rédigés en langue arabe et une langue étrangère, diffusés au niveau national conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. est ce la pour : Approvisionnement en denrées alimentaires au profit des cantines scolaires des écoles primaires pour l'année 2021

Lot 01 : Alimentation générale et Pain
Lot 02 : Fruits et légumes
Lot 03 : Viande rouges et blanches fraîches

Le présent appel d'offre s'adresse à toute personne morale ou physique qualifiée (détaillant, grossiste ou distributeur) ayant un registre de commerce qui lui permette la vente ou l'approvisionnement des denrées alimentaires peut soumissionner, et ce conformément aux dispositions de l'article 29 du décret présidentiel N° 15-275 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, et des délégations de service publics. Le cahier des charges sera retiré au bureau de marché de PAPC contre paiement d'une somme de 8000,00 DA.

Le service contractant exige pour la participation à la soumission de deux lots : lots N°01 Alimentation Générale et lot N° 03 Viande rouges et blanches fraîches au moins un camion frigorifique.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.

L'appel d'offres national ouvert n°02/2021

L'objet de l'appel d'offres Approvisionnement en denrées alimentaires au profit des cantines scolaires des écoles primaires pour l'année 2021

I-Dossier de candidature contient:

- 1- Déclaration de candidature remplie signée paraphée et datée
- 2- Déclaration de probité remplie signée paraphée et datée

*La liste sommaire des pièces exigées se référer à l'instruction aux soumissionnaires article N° 06 du cahier des charges.

II-L'offre technique contient :

- 1- Une déclaration à soucrire remplie signée paraphée et datée
- 2- Mémoire technique justificatif remplie signée paraphée et datée
- 3- Cahier des charges (dément renseigné, signé daté et paraphé) portant obligatoirement à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »

*La liste sommaire des pièces exigées se référer à l'instruction aux soumissionnaires article N° 06 du cahier des charges.

III-L'offre Financier comprendra:

1. La lettre de soumission dûment signée, paraphée et cachotée par le soumissionnaire
2. Le bordereau des prix unitaires dûment signé, paraphé et cachoté par le soumissionnaire
3. Le détail quantitatif et estimatif de l'offre signée, paraphée et cachotée par le soumissionnaire

La durée de préparation des offres est fixée à (10) dix jours par référence à la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le jour de dépôt des offres aura le dernier jour de dépôt des offres avant 10 H : 30 m à compter de la date de publication de l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales au niveau du secrétariat général de PAPC au siège de l'A.P.C de Chabet-El-Amour

N.B : Les offres resteront valides pendant une période de quatre vingt dix (90) jours commencent à concourir à compter le jour de dépôt des offres.

PARALYMPIQUES-2020 (HANDI-BASKET) - MATCH DE CLASSEMENT

Les basketteurs algériens terminent à la 12^e place

L'équipe nationale algérienne de handi-basket a bouclé sa participation aux 16^{es} Jeux paralympiques de Tokyo-2020, à la 12^e et dernière position du tournoi, après sa défaite contre la Colombie sur le score de 70-47, mi-temps (22-37), mercredi en match de classement.

Face à des Colombiens qui avaient perdu tous leurs matchs au tour préliminaire du groupe A, les protégés de l'entraîneur Mustapha Brahimi ont essayé de rivaliser avec leurs adversaires, surtout au 2^e Quart de jeu, perdu avec seulement 4 points d'écart, après un premier (11-22), les autres Quarts ont été moins catastrophiques: 7-15 (3^e) et 14-22 (4^e).

La production des Verts à Tokyo et les résultats obtenus sont une copie conforme des derniers Jeux paralympiques de Rio, où les coéquipiers de Nabil Guedoum avaient terminé le tournoi en dernière position, perdant le match de classement pour la même position, contre l'Argentine.

Outre cette 12^e et dernière position à Tokyo, l'équipe de handi-basket algérien a été la plus faible en attaque avec seulement 249 points marqués en six matchs, contre 461 encaissés, ce qui constitue la plus faible attaque et défense des deux groupes (A et B).

De son côté, l'équipe féminine algérienne a clôturé sa seconde participation aux Jeux paralympiques, en 10^e et dernière position, après sa défaite en match de classement contre l'Australie 71-32 (17-42).

Là aussi, les dames algériennes ont réalisé le même parcours que lors de la précédente édition à Rio, avec un bilan négatif (tous les matchs perdus).

Logée dans le groupe B, aux côtés, de la Chine, les Pays-Bas, l'Espagne et les USA, l'équipe n'a récolté que quatre points de ses quatre défaites et avec des scores lourds: (25-47) contre la Chine, (18-109) face aux Pays-Bas, (8-80) devant l'Espagne et (21-62) face aux USA, totalisant 104 points marqués contre 369 encaissés (-369 points), avec le rajout du résultat de son match de classement.

Les résultats des deux équipes algériennes à Tokyo:

Messieurs:	
pour la 11 ^e place :	
Algérie - Colombie	(47-70)
Matchs de groupe B:	
Algérie - Angleterre	(43-70)
Algérie - Australie	(37-83)
Algérie - Iran	(47-81)
Algérie - Allemagne	(50-71)
Algérie - USA	(25-86)
Dames:	
pour la 9 ^e place:	
Algérie - Australie	(71-32)
Matchs de groupe B:	
Algérie - Chine	(25-47)
Algérie - Pays-Bas	(18-109)
Algérie - Espagne	(8-80)
Algérie - USA	(21-62).

AFROBASKET-2021

L'Ouganda et le Soudan du Sud derniers qualifiés pour les quarts de finale

L'Ouganda et le Soudan du Sud se sont qualifiés aux quarts de finale de l'AfroBasket messieurs 2021, en s'imposant, respectivement, devant le Nigeria (80-68) et le Kenya (60-58), mardi à Kigali.

L'Ouganda et le Soudan du Sud rejoignent l'Angola et la Guinée qualifiés la veille, aux dépens de l'Egypte (70-62) et du Rwanda (72-68), ainsi que le Cap-Vert, la Tunisie (tenante), la Côte d'Ivoire et le Sénégal, après avoir dominé leurs groupes respectifs.

Les affiches des quarts de finale, prévus mercredi et jeudi, mettront aux prises la Côte d'Ivoire à la Guinée, le

Sénégal à l'Angola, le Cap-Vert à l'Ouganda et la Tunisie au Soudan du Sud.

Les demi-finales du tournoi sont prévues samedi à la Kigali Arena, alors que la finale et le match de classement pour la 3^e place auront lieu dimanche.

La phase finale de l'AfroBasket-2021, qui a débuté le 24 août dans la capitale rwandaise, a regroupé seize équipes du continent.

Programme des quarts de finale :
Mercrredi 1 septembre :
Côte d'Ivoire - Guinée

Sénégal - Angola
Jeudi 2 septembre :
Cap-Vert - Ouganda Tunisie - Soudan du Sud

Demi-finales / Samedi 4 septembre:
Vainqueur (Côte d'Ivoire-Guinée) - Vainqueur (Sénégal-Angola)
Vainqueur (Cap-Vert-Ouganda) - Vainqueur (Tunisie-Soudan du Sud)
Finale et match de classement 3^e place : dimanche 5 septembre.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE TENNIS DE TABLE À YAOUNDÉ L'Algérie engagée en dames et messieurs

Une sélection nationale algérienne de tennis de table, composée de quatre pongistes dames et cinq messieurs prend part au Championnat d'Afrique, prévu du 1^{er} au 7 septembre 2021 à Yaoundé (Cameroun), avec la participation 100 athlètes dont 41 filles représentants 15 pays.

L'Algérie, présente à cette compétition continentale qui intervient 18 mois après l'organisation de la dernière compétition majeure en Afrique, sera engagée en simple (messieurs et dames), double (messieurs et dames), par équipes (messieurs et dames) et au double mixte.

Elle sera représentée chez les dames par Lynda Loghraïbi, Katia Kessaci, Hiba Feredj, Nouari Widad alors que chez les messieurs, l'Algérie sera représentée par Idir Khourta, Larbi Bouriah, Mohamed Sofiane Boudjadja, Sami Karouf et Abdelbasset Chaichi.

En compétition par équipes messieurs, l'Algérie évoluera dans le groupe (D), aux côtés de la Tunisie, Djibouti et l'Ouganda, alors qu'en dames, l'Algérie en découvrira dans le groupe B avec le Nigeria, la Tunisie, l'Ouganda et le Kenya.

Le premier match des messieurs est prévu ce mercredi face à l'Ouganda, avant d'enchaîner contre successivement la Tunisie et Djibouti, alors que les dames seront opposées, res-



pectivement, au Kenya, l'Ouganda, la Tunisie et le Nigeria. Les pongistes algériens seront également engagés en double dames avec les paires Lynda Loghraïbi/Katia Kessaci et Hiba Feredj/Nouari Widad, et en double messieurs, avec (Mohamed Sofiane Boudjadja/Sami Karouf et Larbi Bouriah/ Idir Khourta), alors qu'en double mixte, l'Algérie participera avec les duos (Lynda Loghraïbi/Sami Karouf, Hiba Feredj/Mohamed

Sofiane Boudjadja et Katia Kessaci/Larbi Bouriah. Outre l'Algérie, le rendez-vous de Yaoundé enregistre chez les messieurs, la participation des athlètes de Centrafrique, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Cameroun, Djibouti, Egypte, Tunisie, Ghana, Kenya, Nigeria, Afrique du Sud, Togo et Ouganda, alors qu'en dames les pays engagés sont moins, et il s'agit de l'Algérie, le Congo Brazzaville, Cameroun, Egypte, Tunisie, Kenya,

Maurice, Nigeria, Afrique du Sud et Ouganda. Organisé par l'ITTF Afrique en collaboration avec l'Association camerounaise de tennis de table, le Championnat continental retardé au mois de septembre en raison de la pandémie du Covid-19, est annoncé plus animé que d'habitude surtout avec la présence de plusieurs grands joueurs africains, tous d'ailleurs de reprendre le chemin des compétitions, après la longue pause provoquée par la crise sanitaire.

Parmi les pongistes de renommée présents à Yaoundé, l'Egyptien Omar Assar, quart de finaliste aux Jeux olympiques de Tokyo 2020 et le Nigérian Olajide Omatayo, médaillé d'or aux Jeux africains 2019 qui aura l'occasion de rééditer son exploit de Rabat.

Chez les dames, la sextuple championne d'Afrique égyptienne, Dina Meshref, sera la grande favorite de ces championnats qui seront ouverts au public, alors que des tests Covid-19 réguliers seront effectués sur les joueurs et les officiels tout au long du tournoi.

SPORT - COVID19

Début de la vaccination des sportifs à Mascara (DJS)

L'opération de vaccination des sportifs, toutes disciplines confondues, a commencé à Mascara où la direction locale de la jeunesse et des sports a mis en place un espace spacieux pour assurer sa réussite, a-t-on appris mardi de cette instance.

Les basketteurs et les handballeurs des clubs locaux de différentes divisions ont été les premiers à recevoir, lundi, leur première dose de vaccin.

Ils se sont rendus en "bon nombre" vers la salle omnisports Sidi-Saïd, a précisé la même source.

Pour leur part, les nageurs et les gymnastes locaux sont invités, mardi, à recevoir, eux aussi, leur première dose, en attendant de faire de même avec les athlètes des autres disciplines, souligne-t-on encore.

Le ministère de la jeunesse et des sports a invité les sportifs, il y a quelques temps, à se faire vacciner en vue de la reprise des activités dès la saison 2021-2022. Le vac-



cin contre la covid-19 est devenu une condition à remplir par les athlètes pour renouer avec la compétition, rappelle-t-on.

CYCLISME - TOUR D'ESPAGNE 2021 (16^E ÉTAPE)

Victoire au sprint du néerlandais Fabio Jakobsen

Le cycliste néerlandais Fabio Jakobsen, sociétaire de l'équipe Deceuninck Quick-Step, a remporté au sprint la 16^e étape du Tour d'Espagne, disputée mardi à Santa Cruz de Bezana, alors que le maillot rouge reste sur les épaules du Norvégien Odd Christian Eiking, de l'équipe Intermarké Wanty-Gobert.

Le jour de son anniversaire, le sprinteur néerlandais a décroché sa troisième victoire d'étape sur la Vuelta 2021, battant ainsi son record personnel de deux victoires d'étapes en 2019.

Quatre jours après avoir été victime d'un problème



mécanique, à quelques hectomètres de la ligne à Villanueva de la Serena, où s'était imposé son coéquipier français Florian Sénéchal, Jakobsen a cette fois-ci parfaitement été amené par son poisson-pilote, attiré pour la dernière étape dédiée aux sprinteurs sur cette édition de la Vuelta.

Au général, aucun changement : le Norvégien Eiking reste leader avec 54 secondes d'avance sur Guillaume Martin (Cofidis), et 1 minute et 36 secondes d'avance sur Primoz Roglic (Jumbo-Visma).

MONDIAL 2022 (QUALIFICATIONS) - ALGÉRIE-DJIBOUTI

Belmadi : "on jouera ce match comme s'il s'agissait d'une finale de Coupe du monde"

La sélection algérienne de football disputera son match contre le Djibouti, jeudi soir à Blida, dans le cadre des qualifications au Mondial 2022, "avec le même sérieux comme s'il s'agissait d'une finale de Coupe du monde" a assuré mercredi le sélectionneur national, Djamel Belmadi, en conférence de presse, au Centre technique de Sidi-Moussa.

"Notre équipe a réussi un record de 27 matchs sans défaite, et ça, ce n'est pas le fruit du hasard.

Ca prouve qu'il y a du travail et beaucoup de sérieux dans ce que nous faisons.

Donc, si nous voulons rester sur cette bonne dynamique de performance, nous devons continuer à travailler avec le même sérieux, à commencer par notre prochain match contre le Djibouti, que nous aborderons comme s'il s'agissait d'une finale de Coupe du monde" a assuré l'ancien Marseillais.

Un sérieux qu'il a jugé "plus que nécessaire dans les conditions actuelles", car selon lui, plusieurs paramètres jouent contre la sélection algérienne, à commencer par la pelouse du stade Mustapha Tchaker, qui se trouve dans un piteux état.

"Il y a quelques jours, j'ai effectué une petite visite d'inspection au stade Tchaker et j'étais dépité de voir le terrain dans un état aussi lamentable.

Il est vraiment à la limite du praticable et il est connu que cette situation arrange beaucoup plus les affaires des adversaires qui cherchent uniquement à défendre.

Ce qui n'est pas notre cas, car nous, au contraire, nous devons produire du jeu, pour espérer l'emporter" a-t-il regretté.

Quoique, malgré cet imprévu de taille, qui à lui seul semble avoir considérablement faussé les calculs de Belmadi, ce dernier a assuré que l'EN ne se détournera pas de son objectif majeur, qui reste la victoire, pour aborder ces éliminatoires de la Coupe du monde de la meilleure des façons.

"Ce n'est pas parce que le terrain est lamentable que nous allons baisser les bras.

J'ai déjà discuté avec les joueurs, pour qu'il n'y ait pas de mauvaise surprise au tout dernier moment et ils sont conscients de l'ampleur de la tâche qui les attend" a-t-il assuré.

Autre source d'appréhension pour le



sélectionneur algérien, le fait que "la saison sportive ne fait que commencer" faisant que la plupart des joueurs n'aient pas encore atteint leur top niveau.

Ce qui selon lui est "assez logique", du fait qu'ils sortent tout juste de la phase préparatoire d'avant-saison.

Mais mal gré tous ces aléas, Belmadi ne jure que par la victoire, en rappelant que "peu importe la situation" à laquelle il est confronté, son "objectif est la victoire" à chaque sortie.

Pour cette première journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2022, la sélection algérienne sera privée des services de plusieurs joueurs clés, particulièrement le latéral droit Youcef Atal, le milieu récupérateur Adlène Guedioura et l'attaquant Adam Ounès, mais ces défections, et pas des moindres, ne semblent pas perturber Belmadi outre mesure.

"Statistiquement, nous sommes la

sélection qui fait tourner le plus son effectif, encore plus lorsqu'elle dispute deux matchs à des intervalles réduits.

C'est pour vous dire que nous ne basons pas notre performance sur un joueur ou un compartiment en particulier.

Chez nous, tout le monde est important, et si ce n'est pas l'un qui apporte le plus escompté, c'est l'autre qui le fera, avec le même sérieux et la même volonté" a-t-il assuré.

Interrogé sur Guedioura en particulier, pour savoir si sa non convocation avait un quelconque rapport avec son âge relativement avancé, et si c'était à une manière de commencer à préparer l'avenir de la sélection nationale, notamment, en dégageant un place pour de nouveaux jeunes talents comme Ramiz Zerrouki, sociétaire du FC Twente FC, à ux Pays-Bas, le sélectionneur national a répondu par la négative.

"Ceux qui me connaissent vous diront que pour moi, l'âge n'a jamais constitué un critère de sélection.

Si Guedioura n'a pas été convoqué, c'est uniquement parce qu'actuellement il est sans club.

Cela dit, s'il arrive à trouver un nouvel employeur et qu'il mérite sa place en sélection, je ferai appel à lui.

C'est une certitude" a-t-il tenu à faire savoir.

Dans le même registre, Belmadi a confié qu'il aurait aimé que des joueurs comme Zinedine Ferhat et Adam Ounès aient réussi à changer de clubs pendant le dernier mercato estival, car selon lui "il est préférable pour un joueur d'être compétitif dans un club moyen que remplaçant dans club de plus grande envergure", mais d'après lui, "ce sont les aléas du métier, et il faut faire avec".

"Tout ce que je peux faire pour ces joueurs, c'est les soutenir moralement, particulièrement Youcef Atal (blessé), en attendant des jours meilleurs".

Cependant, Belmadi a tenu à préciser que le dernier mercato estival n'a pas été totalement noir pour les joueurs algériens, car si certains n'ont pas eu ce qu'ils voulaient, d'autres ont décroché le gros lot.

Allusion faite à Mohamed Amine Ammoura (ESS), Billel Messaoudi (JSS) et Adam Zorgane (PAC) qui ont réussi à décrocher des contrats professionnels intéressants en Europe pour lesquels Belmadi s'est dit très content.

"Je suis déjà très satisfait de l'équipe dont je dispose actuellement, mais avoir plus de bons joueurs, qui évoluent dans des championnats au niveau plus relevé est une bonne chose. C'est un problème de +Riches+ pour ainsi dire, mais je m'en contenterai" a-t-il commenté.

Après le Djibouti, la sélection algérienne se déplacera au Maroc, pour y défier le Burkina Faso. Un match prévu le 7 septembre courant, dans le grand stade de Marrakech, pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la coupe du monde 2022 (Groupe A).

COUPE DU MONDE QATAR 2022 (ÉLIMINATOIRES)

Le stade Tchaker prêt pour accueillir le match Algérie-Djibouti

Toutes les conditions sont réunies pour garantir la réussite de la rencontre de football devant opposer la sélection algérienne à son homologue de Djibouti jeudi à 20h00 au stade Mustapha Tchaker, pour le compte de la première journée du deuxième tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2022, a affirmé le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Blida, Kamel Nasri.

Dans une déclaration à l'APS, M. Nasri a assuré que "toutes les conditions sont réunies pour garantir la réussite de la rencontre devant opposer l'équipe nationale à la sélection de Djibouti au stade Chahid Mustapha Tchaker".

Evoquant la pelouse du stade, suite aux images relayées par certaines parties sur les réseaux sociaux, le même responsable a rassuré que "son état n'est pas aussi catastrophique", relevant qu'elle s'est légèrement détériorée du fait de l'humidité et des feux de

forêts enregistrés récemment dans la wilaya où les températures avaient dépassé 48 degrés Celsius.

"Le terrain sera prêt à 85% le jour de la rencontre et nous pourrions dire qu'il sera apte à abriter normalement cette rencontre. La sélection djiboutienne effectuera une séance d'entraînement ce mercredi", a-t-il dit. A ce propos, il a aussi tenu à rassurer le public que la maintenance du terrain avait été confiée à un entrepreneur spécialisé dans le domaine.

"En dépit des inquiétudes du public algérien, nous avons confiance en l'entrepreneur qui travaille sur place", a ajouté M. Nasri, soulignant qu'à partir du 15 septembre prochain, nous disposerons d'un terrain qui sera dans le même état que lors du match joué par l'équipe nationale, fin mars dernier".

Le wali de Blida a présidé une réunion avec les différents acteurs, à savoir la protection civile, la sûreté et la Fédération

algérienne de football (FAF) pour faire le point sur les pré-requis nécessaires à la réussite de cette rencontre", a fait savoir M. Nasri, précisant que ces préparatifs "visent à éviter les sanctions financières qui peuvent être infligées en cas de dépassement du nombre autorisé (30 personnes) des accompagnateurs des deux équipes.

Les travaux d'aménagement du Complexe Mustapha Tchaker "vont bon train"

Par ailleurs, le directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS) a fait savoir que les travaux de rénovation et d'aménagement du Complexe sportif "Mustapha Tchaker" en vue de le mettre aux normes et exigences de la Fédération internationale de Football (FIFA), "vont bon train".

Une enveloppe financière importante de 400 millions de DA a été débloquée pour cette grande opération qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs

pour la Coupe d'Afrique des joueurs locaux (CHAN), prévue en Algérie en 2022, puis reportée à 2023.

A ce titre, le même responsable a souligné que le bureau d'études sélectionné à cet effet avait élaboré un cahier des charges pour couvrir le complexe sportif en charpentes métalliques et aménager les vestiaires, la tribune d'honneur et les tribunes réservées aux journalistes, en adéquation avec les normes de la FIFA.

Le cahier des charges inclut plusieurs lots, dont le premier est lié, selon M. Nasri, à la pose des sièges.

Cette opération a été entamée mi-août courant et connaît un taux d'avancement très appréciable.

D'autre part, le deuxième lot a trait au marché d'acquisition d'un écran géant, lequel (marché) se trouve actuellement au niveau du comité des marchés publics de la wilaya.

Déposé cette semaine au

niveau dudit comité, ce cahier des charges prévoit l'aménagement des sanitaires du stade selon les normes en vigueur, l'aménagement extérieur du complexe à travers la réalisation des passages et des tunnels réservés aux clubs sportifs menant vers l'entrée des vestiaires et l'embellissement de l'entrée du stade ainsi que l'aménagement des espaces verts.

Pour le DJS, cette opération est à même de promouvoir ce complexe au rang des stades mondiaux, en attendant le dégel de l'opération qui consiste à le doter des portes d'accès électroniques, lesquelles sont très importantes pour cette structure sportive qui a été choisie avec quatre stades à travers le pays, à savoir ceux du 5 juillet, Oran, Annaba et Constantine, pour abriter la compétition continentale (CHAN).

MONDIAL-2022 Matches-piège pour l'Angleterre et l'Espagne, l'Italie sur du velours

L'Angleterre et l'Espagne affrontent respectivement la Hongrie et la Suède avec l'objectif d'éviter une mauvaise surprise, jeudi en qualifications au Mondial-2022, au moment où les champions d'Europe italiens ne devraient pas rencontrer de difficultés pour passer l'écueil bulgare.

Les finalistes malheureux de l'Euro se déplaceront à Budapest pour un match qui semble à leur portée face à une Hongrie qui voudra toutefois se racheter de son élimination dès les phases de poule lors de la compétition européenne.

Les hommes de Gareth Southgate, en tête de leur groupe I, ont maintenant pour eux l'expérience acquise à l'Euro tout en restant une équipe très jeune (25 ans de moyenne d'âge).

L'Espagne, demi-finaliste de l'Euro, ira à Stockholm pour rencontrer une sélection suédoise, déjà déifiée à l'Euro (0-0) et encore privée de Zlatan Ibrahimovic, blessé.

La Roja est en tête de son groupe B devant la Suède mais avec un match de plus. Les autres grandes nations du football européen en lice jeudi devraient avoir la tâche plus facile. L'Italie, toute auréolée de son titre européen, accueille la Bulgarie.

L'Allemagne se déplace au Liechtenstein et la Belgique en Estonie. L'Italie cherchera surtout face à la Bulgarie à Florence à égaler le record d'invincibilité d'une sélection nationale, 35 victoires obtenues par l'Espagne entre 2006 et 2009.

Il faut remonter à 2018 pour retrouver une défaite de la Nazionale, face au Portugal. Du côté de l'Allemagne, il s'agira du premier test pour le nouvel entraîneur Hansi Flick qui voudra avant tout éviter une répétition de la défaite contre la Macédoine du Nord lors de la troisième journée de ces mêmes éliminatoires fin mars. La Mannschaft est du coup seulement 3e de son groupe J, pourtant peu relevé. La Belgique domine le groupe E et ne devrait pas avoir trop de peine face à l'Estonie, dernière de ce même groupe.

Le programme des matches (en heures algériennes):

Groupe B
(17h00) Géorgie - Kosovo
(19h45) Suède - Espagne

Groupe C
(19h45) Lituanie - Irlande du Nord
(19h45) Italie - Bulgarie

Groupe E
(19h45) Estonie - Belgique
(19h45) République tchèque - Belarus

Groupe I
(19h45) Andorre - Saint-Marin
(19h45) Hongrie - Angleterre
(19h45) Pologne - Albanie

Groupe J
(19h45) Liechtenstein - Allemagne
(19h45) Macédoine du Nord - Arménie
(19h45) Islande - Roumanie.

MONDIAL 2022 (QUALIFICATION - 2^E TOUR) Les gros bras entrent en piste en Afrique

Le second tour des qualifications africaines pour la Coupe du monde 2022 aura lieu du 1er au 3 septembre avec l'entrée en piste des gros bras à l'instar des champions d'Afrique algériens opposés à la modeste Djibouti jeudi à Blida, ou encore le Sénégal (vice champion d'Afrique) qui accueille le Togo.

La lutte s'annonce intense puisque, sur les 40 équipes engagées dans dix groupes, seules dix accéderont à la dernière phase.

Et cette dernière ne verra émerger que cinq qualifiés pour Qatar 2022.

Les leaders des groupes seront qualifiés pour le troisième tour.

Un tirage au sort sera ensuite effectué pour déterminer les confrontations et les matches aller-retour de cette dernière phase qui verra émerger les cinq qualifiés africains pour la Coupe du Monde, Qatar 2022.

La première journée sera riche en affiches électriques, notamment un Sénégal-Togo lors duquel les Lions de la Téranga pourront laver l'affront de la défaite face aux Eperviers lors des qualifications d'Allemagne 2006.

Lors des deux premières journées, le Togo devra composer sans le joueur de Hoffenheim Ihlas Bebou.

Le programme réserve également un duel arabe entre le Soudan et le Maroc. Sans Hakim Ziyech, non convoqué par Vahid Halilhodzic, les Lions de l'Atlas affrontent une équipe soudanaise qui a beaucoup progressé sous la houlette de Hubert Velud. Le technicien français est notamment parvenu à ramener le Soudan en phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations, en



écartant au passage l'Afrique du Sud.

L'ancien gardien de but du Stade de Reims a également dirigé les Soudanais jusqu'à la phase finale de la Coupe arabe.

Après avoir reçu Djibouti, l'Algérie se rendra à Marrakech pour affronter le Burkina Faso.

Les Etalons seront privés d'Edmond Tapsoba et Bertrand Traoré, blessés, et de Charles Kaboré et d'Alain Traoré, en manque de compétition.

Malgré tout, ils ne voudront pas laisser passer l'occasion d'effacer le douloureux souvenir de leur élimination des mains des Algériens il y a sept ans,

lors de la campagne qualificative pour Brésil 2014.

Cette deuxième journée donnera également lieu à un match intéressant entre le Gabon et l'Egypte.

Le sélectionneur des Pharaons, Hossam Al Badry, a annoncé à la presse que ses deux pensionnaires de Premier League, Mohamed Salah et Mohamed Elneny, ne disputeraient pas le premier match contre l'Angola.

Il espère malgré tout les avoir à sa disposition pour ce deuxième rendez-vous. A Abidjan, la Côte d'Ivoire reçoit le Cameroun dans le match au sommet.

L'affiche s'annonce

bouillante quand on connaît l'enjeu de ce deuxième tour. Les Eléphants auront affronté le Mozambique et les Lions indomptables auront reçu le Malawi avant de s'affronter le 6 septembre, pour un remake de la compétition préliminaire d'Allemagne 2006. A cette occasion, les Ivoiriens s'étaient inclinés à domicile face aux Camerounais.

Mais la bande à Samuel Eto'o avait ensuite concédé le nul face à l'Egypte au terme d'un match qui les avait vus manquer un penalty dans les dernières minutes, ce qui avait permis aux Ivoiriens de leur souffler la qualification.

ALLEMAGNE Neuer et Müller forfaits contre le Liechtenstein

Le capitaine de la Mannschaft Manuel Neuer et l'attaquant Thomas Müller seront forfaits jeudi contre le Liechtenstein, pour la première rencontre du nouveau sélectionneur allemand Hansi Flick en qualifications du Mondial-2022.

Les deux joueurs du Bayern Munich n'ont pas participé au dernier entraînement mercredi.

Neuer souffre d'une cheville et Müller des adducteurs.

L'Allemagne, troisième de son groupe derrière l'Arménie et la Macédoine du Nord après deux rencontres, se déplace à Saint-Gall (Suisse) pour affronter le petit poucet Liechtenstein.

Pour remplacer Neuer dans les buts, les deux gardiens appelés cette semaine sont l'ancien du PSG Kevin Trapp (Frankfurt) et Bernd Leno (Arsenal).

Marc-André ter Stegen, numéro

deux officiel de l'Allemagne, n'a pas été convoqué. Opéré du genou en fin de saison dernière, il n'a rejoint pour l'instant qu'un seul match avec le FC Barcelone, dimanche dernier.

Devant, Flick a l'embarras du choix pour composer une attaque sans Thomas Müller, avec le revenant Marco Reus, les Munichois Jamal Musiala, Serge Gnabry et Leroy Sané, ou encore les pensionnaires de Chelsea Kai Havertz et Timo Werner.

NOUVEAU STADE D'ORAN Taux d'avancement des travaux estimé à 96%

Les travaux de réalisation du stade olympique d'Oran de 40.000 ont atteint un taux physique estimé à 96% en attendant de parachever quelques prestations avant sa réception finale, a-t-on appris mercredi de la direction locale des équipements publics (DEP).

Le stade, relevant d'un complexe composé d'autres infrastructures sportives en cours de réalisation, a déjà fait l'objet d'un essai technique à l'occasion de la rencontre amicale ayant opposé la sélection algérienne des joueurs locaux face à la sélection première du Libéria (5-1) le 17 juin passé.

Le stade est doté d'une pelouse

hybride, classée en février dernier 5 étoiles par un laboratoire agréé par la Fédération internationale de football (FIFA).

Cette pelouse fait actuellement l'objet d'une opération de scalpage, "censée être effectuée au mois d'août de chaque année", selon par le premier responsable de la DEP, Fouad Aïssi.

Cette nouvelle enceinte footballistique qui vient renforcer le parc sportif dans la capitale de l'Ouest du pays, a la particularité de disposer dans un futur proche d'une gazonnière "la première dans les stades africains", s'est réjoui le même responsable.

D'autres structures relevant de ce stade sont en voie d'achèvement, tels que la salle de conférence, le centre de formation, le terrain réplique en gazon synthétique ainsi qu'un parking d'une capacité de 3.000 voitures, a ajouté M. Aïssi.

Doté également d'un système internet très moderne, le stade, non encore baptisé, va bientôt bénéficier d'un système de télésurveillance, a-t-il encore assuré.

Ce stade accueillera, entre autres, les cérémonies d'ouverture et de clôture de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM) prévue à Oran lors de l'été

2022, rappelle-t-on. Outre le stade football, le complexe sportif comporte aussi un stade d'athlétisme, dont les tribunes de 4.000 places sont achevées alors que sa pelouse en gazon naturel est en cours de réalisation, une salle omnisports (6.000 places) et un centre nautique de trois piscines, dont deux olympiques.

La totalité des équipements devraient être réceptionnés en décembre prochain, tout comme le village olympique, soit avant six mois du déroulement des JM programmés du 22 juin au 5 juillet 2022.

Nuno Mendes à 40 millions d'euros, c'est cadeau

Grand adepte des recrutements de dernière minute, Leonardo a fait honneur à sa réputation en recrutant Nuno Mendes au PSG pour 40 millions d'euros. Il manquait un latéral gauche pour que le mercato de Paris soit parfait, Leonardo a réglé le problème le 31 août, comme il aime si bien le faire. Très tard dans la soirée de mardi, le PSG a officialisé le transfert de Nuno Mendes, 19 ans, en provenance du Sporting Portugal. Le grand espoir du football portugais était également courtisé par Pep Guardiola à Manchester City, ce qui en dit long sur le potentiel du bonhomme.



BOATENG A SIGNÉ UN CONTRAT DE DEUX ANS À LYON

Libre depuis la fin de son contrat avec Bayern Munich, Jérôme Boateng s'est engagé pour deux ans avec l'Olympique Lyonnais. A défaut d'avoir recruté un nouvel attaquant, l'OL a bouclé son mercato d'été 2021 par un joli coup : la signature de l'expérimenté défenseur central allemand Jérôme Boateng, libre de tout contrat après 10 années passées au Bayern Munich. Celui qui fêtera ses 33 ans le 3 septembre s'est engagé pour deux ans avec l'Olympique Lyonnais, comme annoncé par L'Equipe il y a quelques minutes. Le quotidien sportif précise que Boateng va toucher à Lyon moins de la moitié de ce qu'il percevait au Bayern Munich, mais qu'il a négocié une prime à la signature légèrement supérieure à 1 million d'euros. L'Equipe ajoute que Boateng a été convaincu de rejoindre Lyon après une longue discussion avec Peter Bosz.



GRIEZMANN FAIT SON RETOUR À L'ATLETICO MADRID

C'est la fin de deux ans de galère pour Antoine Griezmann. Malgré le départ de Messi, le Français quitte donc le Barça.

L'attaquant est prêté avec option d'achat jusqu'à la fin de la saison par le Barça à l'Atlético de Madrid, son ancien club de 2014 à 2019. «Le joueur français redevient un joueur rojiblanco après l'accord conclu entre l'Atlético et Barcelone pour son prêt pour une saison avec l'option d'une autre prorogable par l'une ou l'autre des parties», précise le communiqué des Colchoneros. Le FC Barcelone a précisé dans son communiqué que l'Atlético dispose «d'une option d'achat obligatoire». Le Real Madrid devrait déboursier 40 M€, assortis d'environ 10 M€ de bonus. Grizou était motivé à l'idée de retrouver Diego Simeone, le coach de Madrid. L'officialisation ne devrait plus tarder.



SAUL NIGUEZ REJOINT CHELSEA

Champion d'Espagne avec l'Atlético Madrid, Saul Niguez a été prêté avec option d'achat à Chelsea, dans les tous derniers instants du mercato estival. C'était dans les tuyaux depuis plusieurs jours, c'est désormais officiel. Champion d'Espagne avec l'Atlético Madrid la saison dernière, Saul Niguez rejoint une équipe Championne d'Europe. L'international espagnol est prêté pour une saison par les Colchoneros, avec une option d'achat fixée à 40 millions d'euros par le club espagnol. Le joueur de 26 ans rejoint les Blues après une journée de négociations turbulente et prolongée, au cours de laquelle l'accord a été décrit comme "mort", puis relancé par la suite. Il faut dire qu'au milieu de ces discussions, l'Atlético a entamé des négociations pour faire revenir Antoine Griezmann, deux ans après son départ au FC Barcelone.

Luuk de Jong arrive au Barça

En réponse au départ d'Antoine Griezmann, prêté avec option d'achat à l'Atlético Madrid, le FC Barcelone a remplacé numériquement l'attaquant français par Luuk de Jong. Le club de la Catalogne enrôle l'avant-centre du FC Séville par le biais d'un prêt d'une saison assorti d'une option d'achat, dont le montant n'a pas été communiqué. Présent dans l'effectif du club andalou depuis l'été 2019, et sa venue en provenance du PSV Eindhoven pour 12,50 millions d'euros, l'international néerlandais a signé 19 buts en 94 matchs toutes compétitions confondues, pour 10 buts en 69 rencontres de Liga. Amené à entrer en concurrence avec Memphis Depay et Sergio Agüero, le canonier de 31 ans avait marqué 9 buts en 48 matchs sous les ordres de Julen Lopetegui, la saison dernière.



Anthony Martial aurait refusé Lyon

Anthony Martial, l'attaquant de Manchester United, qui voit les attaquants s'empiler dans l'effectif mancunien, aurait refusé une approche de dernière minute de la part de l'Olympique Lyonnais. Selon des informations du Mirror, Anthony Martial aurait été approché par l'OL dans les derniers instants du mercato estival 2021. Le club français dirigé par Jean-Michel Aulas aurait tenté de convaincre l'international français de rentrer en France. Ce dernier aurait joué sur le fait que ses chances de jouer régulièrement cette saison étaient diminuées par les arrivées de joueurs comme Cristiano Ronaldo ou encore Jadon Sancho. D'autant qu'Edinson Cavani, proposé au FC Barcelone reste à ce jour également un joueur de Manchester United. Mais le président français qui avait contacté l'entourage du joueur, s'est vu opposé un refus de ce dernier. Sa côte de popularité est en baisse dans les traversées d'Old Trafford. L'attaquant français n'a marqué que quatre buts en Premier League en 2020-21, dont deux lors de la victoire 9-0 face à Southampton. Des performances qui n'entameraient pas la volonté de l'ancien Monégasque à se battre pour gagner sa place dans une équipe où les places sont chères désormais.



RÉUNION DES PAYS VOISINS DE LA LIBYE

Mise en œuvre impérative de la feuille de route

Les ministres des Affaires étrangères des pays voisins de la Libye ont insisté mardi sur "la mise en œuvre impérative et effective" des priorités majeures prévues dans la feuille de route approuvée, en tête desquelles "la tenue d'élections en Libye dans les délais impartis".

Dans un communiqué sanctionnant les travaux de la réunion ministérielle des pays voisins de la Libye, abritée par l'Algérie pendant deux jours, "les participants ont mis l'accent sur la nécessité de la mise en œuvre effective des priorités contenues dans la feuille de route approuvée, dont la tenue d'élections en Libye dans les délais arrêtés conformément à la résolution 2570 du Conseil de sécurité et aux conclusions de la conférence de Berlin /2/ outre la feuille de route issue du forum du dialogue politique libyen à condition que les institutions libyennes compétentes préparent le terrain juridique et constitutionnel", soulignant l'impératif d'unifier l'institution militaire et de réaliser la réconciliation nationale.

Les participants ont appelé, en outre, au retrait de toutes les forces étrangères et les mercenaires, insistant sur l'association, à part entière, des pays voisins aux pourparlers ou au processus lancé à cet égard.

A ce propos, les ministres des Affaires étrangères des pays voisins de la Libye, ont souligné le besoin "impérieux" de "rétablir la confiance pour assurer un climat propice afin de faire aboutir les prochaines élections en Libye", mettant en exergue l'importance majeure d'une réconciliation nationale globale et crédible dans le cadre des efforts de l'Union africaine (UA) et les pays voisins de la Libye.

Par ailleurs, ils ont mis en avant le rôle axial du mécanisme des pays voisins dans l'appui au processus libyen sous les auspices de l'ONU, outre l'importance de la concertation au sein du forum du dialogue politique libyen et la coordination au niveau du Comité militaire mixte "5+5" et des pays voisins de la Libye concernant le retrait des mercenaires et des forces étrangères en vue de mettre en place un mécanisme efficace et opérationnelle

entre la Libye et ses voisins.

Préparer le terrain à la tenue d'une Conférence sur la réconciliation libyenne

Les participants ont accueilli avec satisfaction les démarches annoncées et qui seront prises dans un avenir proche par l'équipe de l'UA de haut niveau concerné par la Libye et la Commission de l'UA, et ce en vue de préparer le terrain à la tenue de la Conférence sur la réconciliation nationale inter-libyenne en coordination avec les pays voisins.

Affirmant leur engagement aux recommandations des conférences de Berlin (1 et 2), les participants ont réitéré leur attachement à la souveraineté et l'unité nationale de la Libye.

Ils ont exprimé leur rejet absolu de toutes les formes des interventions étrangères dans les affaires libyennes et de la poursuite de la livraison des armes et des mercenaires aux formations armées, en violation flagrante à l'interdiction des armes imposée par l'ONU, aussi bien que des tentatives délibérées pour semer la discorde entre Libyens et compromettre tous les efforts visant le règlement de la crise.

Il s'agit également de l'importance de renforcer la coordination et la complémentarité entre les efforts de l'ONU, l'UA, la Ligue arabe et l'UE qui agissent étroitement avec les pays voisins.

Les participants ont salué l'amélioration de la situation en Libye marquée par l'arrêt des actions hostiles et la formation de l'autorité de transition à savoir le Conseil présidentiel et le gouvernement d'union nationale qui a gagné la confiance de la Chambre des représentants, ainsi que la réouverture de la route côtière reliant l'est et l'ouest de la Libye.

Ils ont recommandé d'accorder un intérêt particulier à l'impact des événements en Libye sur les pays voisins sud et

d'associer ces derniers dans toutes les réunions régionales et internationales ayant trait à la crise.

Les participants ont convenu à ce qu'une délégation ministérielle effectuée une visite en Libye pour exprimer la solidarité avec le peuple libyen frère et dialoguer avec toutes les parties libyennes en vue d'évaluer le processus de l'opération politique précédant les élections prévues à la fin de l'année en cours.

Soutien à l'initiative visant la stabilité de la Libye

Les participants ont affirmé leur soutien en faveur de l'initiative visant la stabilité de la Libye, en exécution des résolutions du Conseil de sécurité N 2570 et 2571 ainsi que les conclusions des conférences de Berlin (1 et 2), et jugé impératif de coordonner les efforts et prévoir des réunions consultatives avant la prochaine échéance électorale.

Les participants ont plaidé pour la mise en application de l'accord quadripartite entre la Libye et les pays du voisinage pour la sécurisation des frontières communes, l'intensification des contacts avec les parties étrangères pour affirmer que la solution politique "s'avère la seule alternative" pour la crise libyenne.

Ont été soulignés, au bout de cette réunion, la réactivation de deux sous-commissions ad hoc politique et sécuritaire, devant être présidée respectivement par l'Egypte et l'Algérie, avec la définition des questions à prendre en charge, tout en prévoyant une première réunion à tenir incessamment.

Ils ont, par ailleurs, favorablement accueilli la proposition de l'Egypte d'abriter la prochaine réunion des ministres des AE du voisinage libyen en attendant d'en fixer la date.

La réunion a été une occasion pour les ministres des AE de passer en revue la situation

en Libye et ses répercussions sur la région, d'évoquer les voies et moyens susceptibles de permettre aux pays du voisinage de soutenir efficacement les efforts déployés sous l'égide de l'ONU afin de parvenir à un processus politique en mesure de mettre un terme aux différends et de préserver la sécurité et la stabilité des pays voisins.

Initiée par l'Algérie, la réunion ministérielle des pays du voisinage libyen, tenue pendant deux jours et présidée par M.

Lamamra, a connu la participation des ministres des Affaires étrangères de la Libye, de la Tunisie, de l'Egypte, du Soudan, du Niger, du Tchad et de la République du Congo.

Le SG de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Bankole Adeoye et l'envoyé spécial du SG de l'ONU pour la Libye, Jan Kubis ont également pris part à cette réunion.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu les ministres et chefs de délégations participant à la réunion, qui lui ont présenté un exposé sur les résultats de la rencontre tenue dans un climat marqué par l'esprit de fraternité et de coopération, et lui ont fait part de leur reconnaissance des efforts que ne cesse de déployer l'Algérie pour contribuer à l'instauration des fondements du dialogue entre les frères libyens pour aboutir à une solution politique, diront-ils, qui garantirait la restauration de la paix, de la sécurité et de la stabilité partout en Libye.

De son côté, le chef de l'Etat a donné des orientations aux participants aux fins de poursuivre les efforts et intensifier la coordination et la coopération afin de traduire sur le terrain ce qui a été décidé et, partant, assurer l'aboutissement du processus politique en cours en Libye.

d'autres pays voisins soient également victimes si le retrait (des mercenaires) ne s'effectue pas d'une manière transparente, organisée et sous le contrôle et la responsabilité de la communauté internationale", a-t-il ajouté.

D'un autre côté, Ramtane Lamamra a exprimé la disponibilité de l'Algérie à "mettre son expertise à la disposition de nos frères libyens lors de la tenue des prochaines élections".

"Il est attendu que la Libye accepte et accueille des observateurs pour les élections".

L'Algérie sera intéressée par une présence (à l'opération électorale) à travers l'envoi d'un groupe d'observateurs, a-t-il dit.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Arrestation d'un dangereux terroriste et destruction d'un (01) atelier de fabrication d'explosifs à Jijel

Un (01) dangereux terroriste a été capturé le 15 août dernier au niveau de Djebel Messaada à El Milia dans la wilaya de Jijel par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), qui a saisi également 3 fusils de chasse et détruit un (01) atelier de fabrication d'explosifs contenant 13 bombes de confection artisanale, indique un bilan opérationnel de l'ANP publié mercredi par le ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la poursuite de l'opération de fouille et de ratissage engagé par un détachement de l'ANP, le 25 août 2021 au niveau de Djebel Messaada à El Milia, wilaya de Jijel, ayant permis de capturer un dangereux terroriste et de récupérer des armes à feu, l'exploitation dudit criminel s'est soldée par la saisie de 03 fusils de chasse et la destruction d'un (01) atelier de fabrication d'explosifs contenant (13) bombes de confection artisanale", précise le bilan.

Selon la même source, "cinq (05) narcotrafiquants ont été arrêtés au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires" par des détachements combinés de l'ANP et les différents services de sécurité qui ont saisi, aussi, durant la période allant du 25 au 31 août, (11) quintaux et (51) kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc".

Le bilan fait état également de l'arrestation de (26) autres narcotrafiquants et la saisie de 120 kilogrammes de kif traité, ainsi que (54989) comprimés psychotropes dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fleau du narcotrafic dans notre pays.

Dans un autre contexte, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, "(107) individus et saisi (23) véhicules, (242) groupes électrogènes, (158) marteaux piqueurs, (07) détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illécite, ainsi que (28.5) tonnes de mélange d'or brut et de pierres, (04) tonnes de denrées alimentaires", ajoute le bilan.

En outre, "(4745) unités de diverses boissons et (1181) unités de tabacs ont été saisies à Ouargla et Biskra", alors que des tentatives de contrebande de quantités de carburant s'élevant à (9639) litres ont été déjouées à Tébessa, El Taref et Souk-Ahras.

Par ailleurs, les Gardes-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de "(146) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (55) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Tébessa, In Amenas et Béchar".

Ces multiples opérations menées par des détachements et des unités de l'ANP dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, "témoignent de l'engagement infatigable de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays", souligne-t-on.

Retrait des mercenaires de la Libye : l'Algérie veut être associée au processus (Lamamra)

L'Algérie veut être partie prenante du processus visant à assurer le retrait des mercenaires et des forces étrangères de Libye, a déclaré mardi, le ministre des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra précisant que l'Algérie souhaitait être associée aux travaux du comité militaire mixte libyen 5+5 chargé de cette question.

"Nous entendons être partie prenante en tant que pays voisin de ce processus (de retrait des mercenaires).

Normalement c'est le comité militaire 5+5 qui a la charge de déterminer les modalités de ce retrait, mais nous avons marqué de l'intérêt en tant que pays voisin pour être associé, d'une

manière ou d'une autre, aux travaux de ce comité 5+5 comme d'ailleurs au forum politique", a déclaré Ramtane Lamamra lors d'une conférence de presse co-animée avec son homologue libyenne, Najla Al Manqoush, au terme de la réunion des pays voisins de la Libye.

"Nous ne cherchons pas à faire de l'intrusion dans les institutions qui se réunissent aujourd'hui pour mettre en œuvre les conclusions de Berlin (conférences de Berlin 1 et 2 consacrées à la question libyenne), mais nous cherchons à être sûrs que notre point de vue soit entendu et que nos propositions, que nous considérons comme justes, réalistes et rationnelles, soient dument

prises en considération", a-t-il dit en réponse à une question de l'APS.

Le chef de la diplomatie algérienne a tenu à préciser que "la question du retrait des mercenaires, des terroristes et des forces irrégulières est une question fondamentale qui conditionne le succès des élections" présidentielles et législatives prévues en décembre prochain en Libye.

"Le retrait des troupes ne relève pas de la responsabilité du gouvernement libyen mais de la responsabilité de la communauté internationale.

Ceci doit être particulièrement clair", a-t-il assuré.

"La Libye est la première victime de ces éléments irréguliers et le risque est réel que